

## Repoussons l'offensive des patrons ! Défense des immigrés contre les attaques racistes !



Une vague de luttes de classe balaie l'Europe occidentale. Ci-dessus, les travailleurs manifestant - en Belgique, le 26 novembre (à gauche), et en Italie, le 28 octobre (à droite) - contre l'austérité.

# L'Europe des luttes

A la fin du mois d'octobre dernier, les grévistes combattifs d'Air France faisaient irruption sur les pistes des aéroports parisiens et envoyaient dans les cordes le gouvernement Mitterrand-Balladur. Ils ont arrêté les avions et ont affronté les CRS, restant bientôt, selon les mots du *Monde*, « totalement maîtres de la place ». Encouragés par cette détermination, d'autres travailleurs ont cherché à rejoindre la grève. « Ce n'était pas une grève mais une révolte », s'exclama le ministre des Transports. Le gouvernement capitula en retirant son plan de « restructuration » qui devait supprimer des milliers d'emplois. Pour la première fois depuis des années en Europe, des travailleurs ont repoussé une offensive patronale. La victoire de la grève d'Air France a, internationalement, redonné confiance aux travailleurs - ayant notamment un impact sur les travailleurs du transport aérien aux Etats-Unis - et a déclenché une vague de luttes de classe qui a des répercussions sur tout le continent.

Le *Financial Times* de Londres résumait ainsi, le 1<sup>er</sup> novembre 1993, l'impact de la grève d'Air France : « Dans toute l'Europe, les travailleurs semblent renforcés par la victoire spectaculaire des employés d'Air France [...]. En Allemagne, en Belgique, en Italie, en Espagne et en France, les employeurs sont confrontés à une combativité plus forte quand ils demandent des suppressions d'emplois et la flexibilité du travail. » Très vite, cet état d'esprit combatif s'est exprimé dans une série de dures batailles menées par les travailleurs. Le 24 novembre, à Metz, les mi-

neurs de charbon en grève ont affronté la police dans une véritable bataille rangée. Le lendemain, des centaines de milliers de travailleurs espagnols sont descendus dans la rue pour protester contre le « pacte social » du gouvernement « socialiste » et ses réductions de salaires. Et le 26 novembre, en Belgique, une journée de grève contre le plan d'austérité gouvernemental a totalement paralysé le pays. Des piquets de grève volants sont entrés en action pour assurer que le travail s'arrête dans les entreprises. La fumée de tas de pneus enflammés flottait au-dessus des routes d'accès à l'aéroport de Bruxelles, tandis qu'Anvers, le deuxième port européen, était paralysé.

Le 29 novembre, une dépêche de l'agence de presse Associated Press déclarait : « On dirait une répétition des tumultueuses années 70 en Italie : les étudiants dans la rue et les travailleurs en grève. » En Italie, en Espagne et en France, les étudiants et lycéens ont manifesté contre les projets de coupes sombres dans les budgets de l'éducation. En même temps, la combativité ouvrière reste forte. Le 10 décembre, alors que les chefs de gouvernement se réunissaient pour un sommet européen dans la capitale belge, « le centre de Bruxelles était transformé, selon l'agence de presse Reuters, en une mer de couleur rouge par les syndicats

socialistes » qui manifestaient. Le lendemain, les travailleurs des usines automobiles de Barcelone et de sa région assiégeaient la résidence du gouvernement catalan pour dénoncer le projet de Volkswagen de fermer ses usines Seat en « zones franches » et jeter sur le pavé des milliers d'ouvriers. Les syndicats espagnols ont appelé à une grève générale nationale pour le 27 janvier contre les projets gouvernementaux de supprimer les restrictions aux licenciements remontant à l'époque franquiste.

Si sur tout le continent les travailleurs rendent coup pour coup, les rudes batailles qu'ils ont engagées sont défensives. L'Europe occidentale est en proie à la crise économique la plus profonde depuis plus d'un demi-siècle. Le taux de chômage officiel dépasse déjà 11,5 % et est en augmentation constante. Cela représente plus de 19 millions de sans-emploi dans les 12 pays de l'Union européenne (anciennement Communauté européenne), sans compter les 3 millions de chômeurs de l'ex-Allemagne de l'Est. Le taux de chômage dépasse 10 % en Allemagne (qui était jadis la « locomotive » de l'économie capitaliste européenne), 12 % en France et 20 % en Espagne, en Grèce, en Irlande et en Finlande. De la Scandinavie au sud de l'Italie, la hausse du chômage s'accompagne d'une offen-

sive générale contre l'« Etat providence ». Les manifestations explosives des travailleurs italiens en octobre 1992, qui ont préfiguré la vague de luttes actuelle en Europe de l'Ouest, étaient dirigées contre l'accord tripartite entre le patronat, le gouvernement et les directions syndicales pour supprimer la *scala mobile* (échelle mobile des salaires), un mécanisme d'ajustement des salaires au coût de la vie qui existait depuis 1946.

En Allemagne, les employeurs de la métallurgie ont simplement déchiré les conventions collectives, couvrant 3,3 millions d'ouvriers, qui devaient entrer en vigueur en janvier. Klaus Murmann, le porte-parole des patrons allemands, a appelé à une « offensive prolongée » contre les salaires et « tout l'éventail des avantages sociaux, des congés payés et des remboursements de sécurité sociale » (*Financial Times*, 10 décembre 1993). En un an, 500 000 emplois ont été supprimés dans la métallurgie. La production d'acier est elle aussi en chute libre. A l'automne dernier, 100 000 ouvriers du bâtiment ont manifesté à Bonn contre la réduction des indemnités de licenciement, et 90 000 mineurs ont participé dans la Ruhr et la Sarre à des grèves contre les fermetures de puits. Mais les revendications protectionnistes des directions syndicales social-

Suite page 4

**Pour un Mai 68 qui aille jusqu'au bout !  
Gouvernement ouvrier !  
Etats-Unis socialistes d'Europe !**

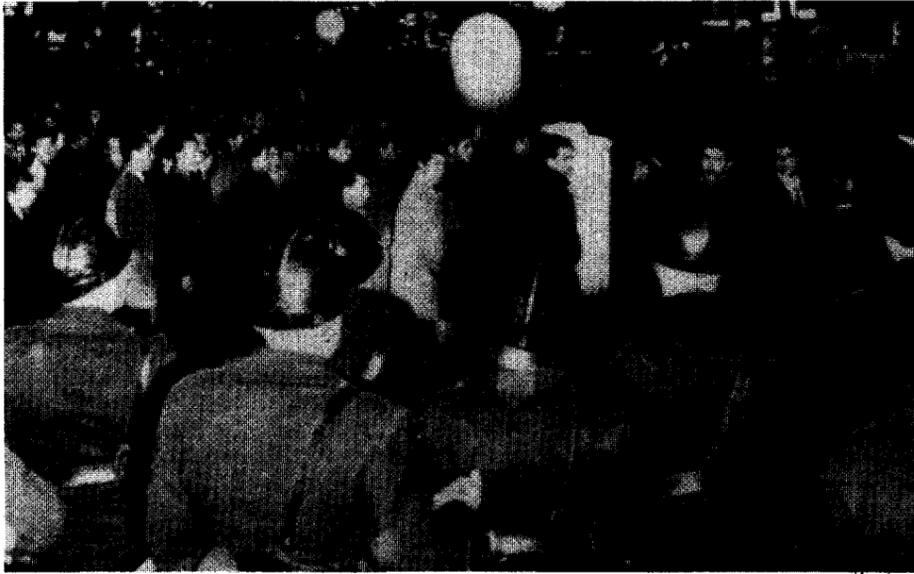
M2651 - 126 - 5,00 F - RD



17 octobre 1961

# Hommage aux combattants algériens

Nous reproduisons ci-dessous la déclaration faite, le 24 octobre, par Jean Thimbault, membre du comité central de la Ligue trotskyste, au cimetière parisien de Thiais où sont enterrés plusieurs des Algériens assassinés le 17 octobre 1961 par les flics de Papon et de De Gaulle. A notre connaissance, c'est la première fois qu'une commémoration à la mémoire des combattants algériens se déroulait en ce lieu.



Paris, le 17 octobre 1961 — 30 000 Algériens manifestent contre le couvre-feu et pour l'indépendance de l'Algérie. La bourgeoisie française enverra ses flics les massacrer.

Camarades,

Nous sommes rassemblés ici aujourd'hui pour saluer la mémoire des héroïques combattants algériens tombés dans la lutte victorieuse pour libérer leur pays du joug sanguinaire que leur imposait l'impérialisme français depuis plus d'un siècle.

En ce lieu, reposent plusieurs de ceux — travailleurs, hommes, femmes et même enfants — qui, le 17 octobre 1961, osèrent braver à Paris, au cœur même de la bête impérialiste, les forces de répression de l'Etat bourgeois français, alors dirigé par de Gaulle. Ce jour-là, ils étaient des milliers, des dizaines de milliers, à manifester, à l'appel du FLN, dans les rues de Paris. Une manifestation calme mais bien déterminée. Une manifestation contre le couvre-feu, une mesure de guerre qui leur était imposée aussi sur le territoire français.

La sale guerre coloniale ne s'arrêtait pas à la Méditerranée. Rien que pendant les neuf premiers mois de 1961, entre 400 et 500 Algériens ont été tués en France. Le combat pour l'indépendance se menait aussi dans la métropole. L'Etat bourgeois français raciste, humilié par sa défaite en Algérie, décida froidement de faire du 17 octobre un massacre. Dans les rues et les métros, dans les commissariats et à la préfecture de Police, les flics de De Gaulle et de son préfet, Papon, ont matraqué, torturé, tiré. Pendant des semaines, on a retiré de la Seine des corps de manifestants. Deux cents, trois cents

morts.

La réaction des directions du mouvement ouvrier à l'égard du 17 octobre a été à l'image de leur politique à l'égard de la Guerre d'Algérie. Une abjecte trahison. Les directions du PCF, du PS d'alors et des syndicats ont non seulement laissé seuls face à leurs massacreurs ces Algériens (qui d'ailleurs dès alors faisaient partie du prolétariat de ce pays), elles n'ont même pas levé le petit doigt pour mobiliser contre le massacre. Et pour cause. Ceux qui défendent aujourd'hui leur impérialisme en appelant à « produire français » appelaient alors à maintenir les colonies sous le joug français. Ils sont même directement responsables du déclenchement, en 1956, de la sale guerre coloniale pour briser, pour écraser la lutte de libération nationale algérienne.

Après huit ans de sale guerre, les Algériens, encouragés par la victoire de Dien Bien Phu remportée sur l'impéria-

lisme français quelques années plus tôt par le peuple indochinois, ont arraché leur indépendance au prix d'énormes sacrifices. En tant que révolutionnaires internationalistes, chaque défaite de notre impérialisme est notre victoire, la victoire de tous les exploités et de tous les opprimés. C'est aussi ce qui inspire notre hommage aujourd'hui. La bourgeoisie française et ses valets réformistes ont tout fait pour ôter de l'Histoire le 17 octobre et toutes les horreurs qu'ils ont commises mais aussi son humiliante défaite. Mais la vérité est que la lutte du peuple algérien a profondément ébranlé, polarisé, la société française. Mai 68 est aussi un produit de cette lutte.

Bien sûr, les impérialistes français n'ont jamais pardonné, et ils n'ont jamais terminé cette sale guerre. L'impérialisme français, chassé d'Algérie, a continué à piller et étrangler économiquement ce pays dans le cadre des accords néo-coloniaux signés par les dirigeants nationa-

listes bourgeois. Une situation qui a conduit ce pays au bord du gouffre, prêt à basculer sous la coupe des réactionnaires islamistes — avec ce que cela représente tout particulièrement pour les femmes algériennes, qui ont combattu au premier rang de la lutte pour l'indépendance.

La guerre coloniale continue aujourd'hui en France même. Les mêmes flics racistes qu'en octobre 61 terrorisent et tuent les immigrés et leurs enfants dans les cités-ghettos. Mitterrand, le massacreur de la Guerre d'Algérie, se retrouve aujourd'hui avec le gaulliste Pasqua, l'héritier des massacreurs d'octobre 61, pour mener une véritable guerre raciste.

Les Mitterrand et autres Papon représentent dans toute son horreur la continuité de l'Etat français. Un Etat qui a conduit les juifs vers les camps d'extermination, massacré les combattants indochinois et algériens, écrasé sous sa botte les peuples d'Afrique, de Nouvelle-Calédonie et des Antilles. Mitterrand et ses différents gouvernements, de 1981 à aujourd'hui, perpétuent la barbarie des sales guerres coloniales — de l'Irak à la Somalie.

Le sang de nos frères réclame vengeance ! La classe ouvrière de ce pays, multiethnique, les vengera totalement quand elle renversera cette bourgeoisie raciste et rapace et qu'elle prendra le pouvoir. En venant ici saluer ceux qui combattirent l'impérialisme français et ceux qui périrent dans cette juste cause, nous ne venons pas juste rappeler l'Histoire ; nous venons ici réaffirmer notre détermination à abattre notre propre impérialisme et à propager la révolution prolétarienne par-delà les frontières, et notamment à unir le combat révolutionnaire du prolétariat multiethnique de ce pays avec le combat révolutionnaire des prolétariats des anciennes colonies de l'impérialisme français. C'est le combat internationaliste de la Ligue communiste internationale. ■

## Campagne d'abonnements au Bolchévik

Commencée le 10 novembre, la campagne d'abonnements au *Bolchévik* s'est terminée le 15 décembre. Nous avons le plaisir de pouvoir compter 143 abonnés nouveaux à notre journal, ainsi qu'une dizaine d'abonnés à la presse des autres sections de la Ligue communiste interna-

tionale (LCI). Le comité local de Paris a dépassé le quota que nous nous étions fixé, celui de Rouen n'ayant pu atteindre le sien, élevé. Le camarade Eric de Paris a été le meilleur vendeur de la campagne. Nous sommes aussi allés abonner dans d'autres villes, comme Lille, Caen, Lyon et aussi Bruxelles, mise en effervescence par la grève nationale du 26 novembre.

Partout, nous avons rencontré des ouvriers, des étudiants, des jeunes écoeurés par dix ans de « gauche » au gouvernement et par le « nouvel ordre mondial » impérialiste, cherchant à comprendre ce qu'a été la révolution d'Octobre, le stalinisme et comment l'URSS a été détruite, afin d'en tirer des leçons et de dégager des perspectives pour lutter contre le capitalisme. Remis à chaque abonné, notre dernier numéro de *Spartacist*, contenant le document de la deuxième conférence internationale de la LCI « Pour le communisme de Lénine et Trotsky ! » qui apporte les réponses marxistes à ces questions, a été un atout majeur. L'intérêt qu'il suscite est l'expression qu'aujourd'hui de larges secteurs de travailleurs et de jeunes, bien loin d'avoir avalé la campagne de la bourgeoisie sur la soi-disant « mort du communisme », sont prêts à considérer les analyses et les perspectives des communistes authentiques.

Une bonne part de nos nouveaux

abonnés sont des étudiants, dont plusieurs originaires d'autres pays. Plus d'une vingtaine d'étudiants de la faculté de Tolbiac, où nous avons une présence régulière et où, notamment, nous avons été l'année dernière à l'initiative d'une action de front unique qui a réussi à repousser des fascistes, ont souscrit un abonnement. Parmi nos nouveaux abonnés, il est aussi à noter que nous comptons plusieurs jeunes femmes issues de

l'immigration. Le programme que nous avançons pour l'Algérie ou contre la terreur et la ségrégation racistes, pour une société débarrassée de l'exploitation et de l'oppression, y furent pour beaucoup.

Nous souhaitons la bienvenue à nos nouveaux lecteurs, confiants qu'ils seront suivis par de nombreux autres, et nous les encourageons à nous faire part de leurs réflexions concernant notre journal. ■

### LE BOLCHEVIK

Organe de la Ligue trotskyste de France, section de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste), pour reforcer la Quatrième Internationale. COMITE DE REDACTION: Xavier Brunoy (réalisation), Xavier Gomez, Myriam Morin, Henri Riemann, Josie Thanner, Jean Thimbault (rédacteur en chef) DIFFUSION: Alain Armandier DIRECTEUR DE PUBLICATION: William Saffores-Mondotte Le Bolchévik, BP 135-10 75463 Paris Cedex 10 Imprimerie: Roto Paris Presse Chemin des Epinettes - 77200 Torcy Commission paritaire: n° 59267 Distribué par les NMPP

Les opinions exprimées dans les lettres ou articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

Ce journal est imprimé par des travailleurs relevant de la convention collective nationale des imprimeries de Labeur et des industries graphiques.

### ABONNEZ-VOUS !

## LE BOLCHEVIK

30 F pour 10 numéros (incluant *Spartacist*)  
Hors Europe : 40 F (avion 60 F) — Etranger : mandat poste international  
Algérie : 30 DA — Maroc : 20 DH — Tunisie : 3 000 m — Canada : 12 \$

Nom \_\_\_\_\_ Tél \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Ecrire au Bolchévik, B.P. 135-10, 75463 Paris Cedex 10

# Foulards islamiques et exclusions racistes à Nantua

## LO persiste et signe

La bourgeoisie a engagé une véritable guerre raciste. Prenant appui sur les mesures anti-immigrés des précédents gouvernements « de gauche » et les aggravant, le gouvernement Balladur-Mitterrand a fait de sa campagne raciste le fer de lance de son offensive réactionnaire globale. Avec la « lutte antidrogue » et la « lutte anticlandestins », un des foyers du consensus raciste qui pourrait ce pays est la « lutte anti-islamiste » qui trouve sa version « de gauche », assimilationniste, dans la soi-disant « défense de la laïcité ». En son nom, quatre jeunes filles d'origine marocaine et turque portant le *hidjeb* (foulard islamique) viennent encore, à Nantua, d'être exclues, définitivement, d'un collège.

Bien loin de dénoncer ces exclusions comme un acte de discrimination raciste, la direction pseudo-trotskyste de Lutte ouvrière (LO) cite en exemple la grève enseignante réactionnaire qui y a conduit ; et elle dénonce les intégristes « qui veulent imposer "la loi d'Allah" aux autorités françaises [!] » (*Lutte ouvrière* n° 1323, 12 novembre 1993), se faisant ainsi le relais de la campagne gouvernementale « anti-islamiste », raciste et chauvine. Puis, elle note avec satisfaction la « fermeté » du ministre de l'Éducation nationale et critique la « tolérance » de Jospin, ministre lors de la première « affaire des foulards islamiques », à Creil en 1989 : « C'est un combat - un de plus - devant lequel la gauche au gouvernement a reculé. » Critiquer de la droite un gouvernement connu pour sa politique raciste est un « privilège » que, jusqu'alors, se réservaient Pasqua et Le Pen. Il faudra y ajouter désormais Arlette Laguiller !

### LO et les « foulards » : « Racisme, connais pas »

Dès les exclusions de Creil, la direction de LO avait (si l'on ose dire) fixé définitivement sa religion en la matière en affirmant que « c'est uniquement de la condition féminine qu'il s'agit, et c'est sur ce terrain qu'il faut poser le problème » (*LO* n° 1115, 20 octobre 1989). C'est sous le même prétexte que la direction de LO avait revendiqué sa participation, en 1992, à l'exclusion d'un collège, à Villeneuve-la-Garenne, d'une jeune fille portant aussi le *hidjeb* (lire *LO* n° 1278, 27 novembre 1992). Beaucoup de militants et sympathisants de LO (qui prennent au sérieux les prétentions de cette organisation à incarner les idéaux du communisme) veulent se battre pour l'émancipation des femmes. Et le *hidjeb* est effectivement une sinistre marque de l'oppression patriarcale des femmes contre laquelle luttent les trotskystes. Mais la « défense », de la part de la direction de LO, des femmes opprimées par le voile, en plein milieu d'une campagne « anti-islamiste » explicitement raciste, est un écran de fumée, cette organisation s'étant dans le passé tristement singularisée par son économicisme étroit ; s'adaptant à la conscience des couches arrières du prolétariat, elle a toujours refusé d'avancer la moindre perspective de mobilisation ouvrière contre l'oppression spécifique des femmes (comme contre toute oppression spécifique en général et l'oppression raciste en particulier).

Dans les années 1970, elle s'était même taillé une solide réputation d'arriération avec son refus de s'engager dans les luttes pour arracher le droit à l'avortement, expliquant même que l'avortement est « un meurtre » (*Lutte de classe*, mars 1974) ! De même, en Afghanistan où, dès 1979, défendre effectivement la

libération des femmes de l'esclavage du *tchador* était une question centrale et signifiait être du côté de l'Armée rouge contre les mollahs réactionnaires (et contre son propre impérialisme), la direction de LO ne s'est jamais préoccupée de la question femmes et a refusé de choisir le camp du progrès social, allant jusqu'à comparer l'intervention soviétique avec les sales guerres coloniales françaises et américaines. Elle révèle tout le cynisme de sa position abjecte sur Nantua quand elle explique que « laisser de jeunes adolescentes porter le voile à l'école [...] c'est



A. Courtel/Sipa Press

ne pas leur offrir la possibilité de profiter de l'école pour s'émanciper, accepter que l'école ne soit plus un lieu où elles peuvent échapper aux pressions familiales et religieuses » (*LO* n° 1323). Et les virer de l'école, c'est quoi ? !

Ces exclusions racistes ne font que renvoyer ces jeunes sous le carcan réactionnaire de leurs familles qui tendent à reproduire les valeurs patriarcales de leurs pays d'origine. Ces jeunes filles comme leurs frères et leurs parents, devenus travailleurs dans une société économiquement développée, subissent deux pressions sociales contradictoires : d'un côté, celle de la société dont ils sont originaires et, de l'autre, celle de la société dans laquelle ils vivent et de la classe - le prolétariat - à laquelle ils appartiennent.

Dans un pays capitaliste comme la France, bien que la classe dirigeante soit loin de se faire le défenseur de l'émancipation féminine, les femmes ont une certaine possibilité de liberté individuelle et certains droits démocratiques importants (hérités de la révolution démocratique bourgeoise de 1789 et des luttes du mouvement ouvrier) : égalité formelle des individus, droit de vote, à l'instruction, au divorce, à la contraception ou à l'avortement. Nous défendons ces acquis contre toute tentative réactionnaire d'y porter atteinte. Notamment aujourd'hui, contre la loi Falloux et la loi Bayrou (renforçant la mainmise de l'obscurantisme catholique, sur les jeunes filles notamment) et pour la stricte séparation de l'État et de l'Église, de l'école et de l'Église - tout en dénonçant la tentative des réformistes de dévoyer la mobilisation dans une opération front-populiste de collaboration de classes « laïcarde » (à laquelle d'ailleurs la direction de LO capitule en faisant sien le vieux mot d'ordre anticlérical bourgeois d'« A bas la calotte ! »)

Mais, en termes d'égalité, au maximum le capitalisme n'offre aux jeunes femmes issues de l'immigration, et en général aux femmes appartenant au prolétariat, que le

droit de se faire également exploiter. Pour les marxistes, le capitalisme, même « démocratique », reste un système d'exploitation dans lequel l'oppression des femmes au sein de la famille reste la clef de voûte. Notre but est une société dans laquelle la famille pourra être remplacée. Nous nous battons donc pour des infrastructures matérielles (crèches gratuites ouvertes 24 heures sur 24, restaurants et laveries, équipements sanitaires et sociaux de quartier pris en charge par la collectivité, ...) qui sont la base de la libération des femmes de l'esclavage domestique.

**Leur exclusion du collège de Nantua est un acte de ségrégation raciste que nous, trotskystes, condamnons.**

Mais ces besoins ne peuvent être satisfaits par et sous le capitalisme. L'émancipation des femmes ne pourra être réalisée que par la révolution socialiste qui jettera les bases matérielles de la disparition de la famille.

C'est d'autant plus vrai pour les femmes d'origine maghrébine et africaine qu'elles subissent en plus, tout comme leurs frères et leurs pères, l'oppression raciste dans tous les domaines : logement, travail, éducation, loisirs, ... Contrairement à ce que prétendent les libéraux ou la direction de LO (qui - quand il lui arrive de parler du racisme - s'échine à le réduire à un procédé de démagogie politicienne à l'usage d'une « populace ignorante »), le racisme s'enracine profondément dans le capitalisme : dans la ségrégation des immigrés en tant qu'armée de réserve industrielle à terroriser, taillables et corvéables à merci, expulsables, boucs émissaires pour tous les maux du capitalisme. Dans des pays impérialistes, le racisme est un héritage du colonialisme (toujours effectif), la bourgeoisie ayant importé dans la métropole une version réformée du système colonial. En France, la hargne antimaghrébine de la bourgeoisie est à la hauteur de la défaite que lui a infligée le peuple algérien dans sa lutte pour arracher son indépendance. Et elle considère ces enfants d'immigrés, pour la plupart nés en France, comme une « classe dangereuse » à tenir par tous les moyens hors des rangs du prolétariat.

Cette politique de ségrégation forcée peut conduire certains fils et même certaines filles d'immigrés à chercher du côté de l'intégrisme islamique un refuge et une - illusoire - dignité. La réponse donnée, lors du « Cercle Léon Trotsky » du 17 décembre dernier, par la dirigeante de LO à l'intervention d'une de nos camarades dénonçant la position de LO sur Nantua - comme quoi il faudrait pareillement lutter en France comme en Algérie contre l'intégrisme islamique - est proprement obscène. En Algérie, le FIS lutte pour s'emparer du pouvoir, ce qui aurait pour conséquence l'instauration

d'une tyrannie théocratique obscurantiste dont les premières victimes seraient les femmes, ainsi que les militants ouvriers, les berbérophones, les homosexuels. Dans l'Algérie néo-coloniale, un parti révolutionnaire doit se construire et se battre sur le programme de la révolution permanente pour instaurer un gouvernement ouvrier et paysan : « Seule la classe ouvrière, écrivons-nous dans un récent article, a la puissance de chasser le régime corrompu du HCE et d'écraser les réactionnaires islamiques du FIS. Pour ce faire, la classe ouvrière ne doit pas seulement entraîner derrière elle la masse énorme des jeunes chômeurs et des paysans pauvres et sans terres ; elle doit aussi se faire le champion de la cause de tous les opprimés, défendre les droits des berbérophones et lutter pour la libération des femmes, asservies dans le cadre de la famille patriarcale et principales cibles de la terreur islamiste » (*le Bolchévik* n° 125, novembre-décembre 1993).

Le problème ici, c'est que l'ennemi est l'impérialisme français, rapace et raciste. Y compris aussi en Algérie, l'ennemi est l'impérialisme. La situation dramatique que connaît ce pays est le fruit d'un siècle de pillage et d'oppression coloniale directe suivi de trente ans d'exploitation néo-coloniale. (Il est vrai que l'indifférence crasse de la direction de LO à l'égard de l'oppression raciste est en droite ligne de son indifférence crasse à l'égard de l'oppression coloniale. Son ancêtre, Voix ouvrière, n'a jamais appelé dans les années 50 et 60 à la défaite de l'impérialisme français en Algérie et à la victoire militaire des combattants pour l'indépendance, axant au contraire toute sa propagande sur « la guerre qui nous coûte cher » ! [lire notre article « LO et la question coloniale », *le Bolchévik* n° 111, mai 1991].) Contrairement à tous les réactionnaires, auxquels LO emboîte le pas, qui agitent l'épouvantail de « la loi d'Allah imposée à la France », l'islamisme ne peut être, dans ce pays impérialiste et raciste, qu'une idéologie de ghetto - celle d'une communauté horriblement opprimée, durablement ségréguée, qui aurait perdu tout espoir de trouver dans la société où elle vit une perspective d'échapper à cette oppression. La politique chauvine et raciste des directions réformistes du mouvement ouvrier (relayées par l'« extrême gauche » capitularde) est de ce fait particulièrement criminelle. Une telle situation, dont certains signes avant-coureurs sont aujourd'hui perceptibles mais qui reste pour le moment embryonnaire, serait une catastrophe - non seulement pour les communautés immigrées mais aussi pour l'ensemble du prolétariat de ce pays qui verrait sa capacité de lutte sapée davantage encore par le poison de la division raciste, pour le plus grand profit de la domination de classe de la bourgeoisie.

La lutte contre toutes les formes d'oppression dont sont victimes ces jeunes filles et femmes, et contre l'influence de l'islamisme, est indissolublement liée à la lutte contre la terreur et la ségrégation racistes et pour l'intégration, par la lutte de classe, des travailleurs immigrés et de leur famille dans le mouvement ouvrier. Comme nous l'écrivions déjà lors de Creil, « c'est le devoir du mouvement ouvrier de se mobiliser massivement contre toute attaque raciste mais aussi de jouer son rôle d'intégrateur et d'éducation dans ses propres rangs et de lutter pied à pied contre toute manifestation de l'idéologie bourgeoise, telle que le racisme ou le

Suite page 11

## Europe...

Suite de la page 1

démocrates, qui veulent « défendre l'industrie allemande », vont à l'encontre de la nécessaire résistance internationale à l'offensive capitaliste.

Il est tragique de voir que beaucoup de mineurs qui manifestent contre les importations de « charbon étranger » sont turcs et kurdes, concentrés dans les secteurs clés de l'industrie allemande. La classe ouvrière doit rejeter les tentatives de ses propres dirigeants qui cherchent à la dresser contre ses frères et sœurs de classe des autres pays, en utilisant le poison du protectionnisme. Elle doit aussi se mobiliser pour écraser les fascistes et défendre les immigrés contre les attaques racistes organisées par les fascistes et encouragées par les attaques conjointes de Kohl et du SPD (le parti social-démocrate) contre le droit d'asile. Dans plusieurs pays, et particulièrement en Allemagne et en France, les travailleurs immigrés représentent une composante stratégique et combative du monde du travail. Avec les jeunes de la deuxième génération, qui participent de plus en plus activement aux luttes sociales en Europe de l'Ouest, ils peuvent jouer un rôle important dans la construction d'avant-gardes révolutionnaires dans les centres impérialistes et dans les semi-colonies.

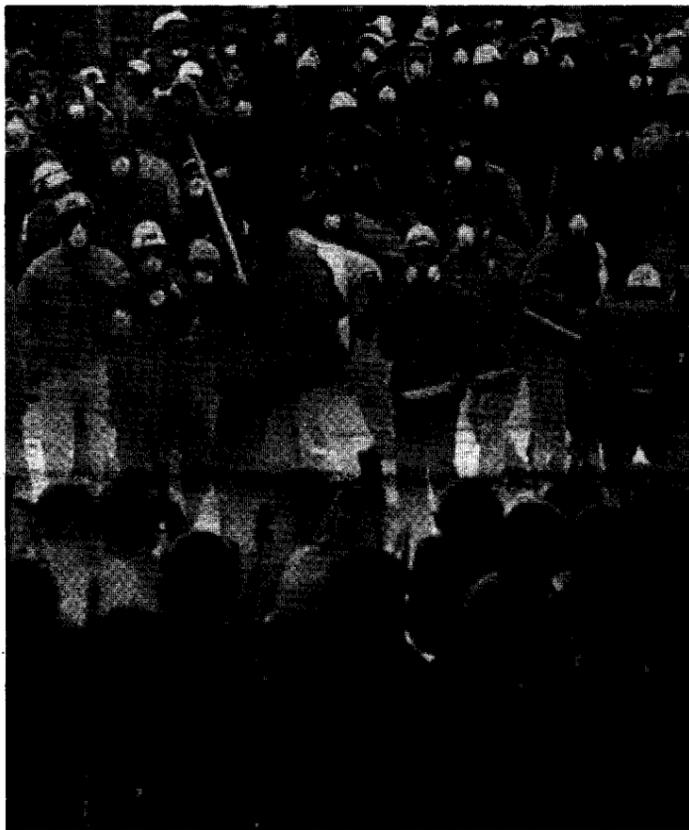
L'offensive capitaliste à l'Ouest est un résultat direct du triomphe de la contre-révolution capitaliste en Europe de l'Est et dans l'ex-URSS — une défaite colossale pour le prolétariat mondial, qui a eu un impact d'une ampleur correspondante sur la conscience et l'assurance de ses secteurs les plus avancés. Maintenant que la guerre froide a pris fin avec la destruction de l'Etat ouvrier bureaucratiquement dégénéré qu'était l'URSS, les bourgeoisies européennes s'empressent d'en toucher les dividendes, au détriment direct du prolétariat. Les dirigeants capitalistes estiment qu'il n'est plus vital de conjurer la « menace communiste » au moyen de réformes et de palliatifs destinés à désamorcer la combativité ouvrière. Une course est maintenant engagée pour accroître les taux de profit en diminuant les coûts de production, en vue d'une « plus grande compétitivité ». Pour les capitalistes, chaque attaque contre la classe ouvrière ouvre la perspective d'une diminution du coût de la force de travail. Que cela soit obtenu par une baisse directe des salaires, des retraites et des prestations sociales, par une réduction drastique des cotisations sociales des employeurs, par une augmentation des impôts indirects, par un accroissement des cadences (passant par l'élimination de l'influence des syndicats sur les conditions de travail) ou par des licenciements en masse, le résultat final est le même.

Les compromis et les mécanismes de collaboration de classes institutionnalisés de l'après-guerre sont de plus en plus remplacés par des attaques ouvertes contre la classe ouvrière. Les classes dirigeantes tournent des regards envieux vers les économies « anglo-saxonnes », où dix années de reagan-thatcherisme ont déjà laminé les organisations syndicales et les conditions de vie de la classe ouvrière. La privatisation des groupes nationalisés dans le but de briser des syndicats puissants et de soulager des finances publiques ployant sous le poids de la dette publique (privatisation qui fut inaugurée par la Grande-Bretagne de Thatcher dans les années 1980), est maintenant organisée sur tout le continent. Le mur de contrôles racistes de l'immigration qui entoure les pays d'Europe de l'Ouest a été cruellement resserré, la France et l'Allemagne donnant l'exemple. Et pour la première fois depuis les années 1930, les fascistes deviennent une force significative dans des pays comme la France, l'Allemagne et l'Italie. Idéologiquement encouragée par la « mort du commu-

nisme » proclamée à grands sons de trompe — et qui est en réalité l'écroulement du stalinisme, — cette armée de troupes de choc de la réaction raciste se renforce et attend son heure en exploitant le désespoir économique.

Reagan et Thatcher avaient attaqué de front les syndicats. Le premier a détruit le syndicat des aiguilleurs du ciel (PATCO) en 1981, tandis que la « Dame de fer » a provoqué la longue grève (un an) des mineurs britanniques en 1984-85, après laquelle le gouvernement conservateur a décimé les mineurs par des fermetures de puits massives. Mais dans beaucoup de pays d'Europe de l'Ouest, où le taux de syndicalisation est élevé (comparé aux 15 % de syndiqués aux Etats-Unis), les bourgeoisies espèrent utiliser leurs « lieutenants ouvriers » réformistes pour imposer leurs « réformes » à la classe ouvrière. En Italie, où la crise est la plus aiguë et où tous les partis qui dirigeaient le pays depuis la Deuxième Guerre mondiale se sont effondrés, on fait appel aux sociaux-démocrates ex-« communistes » du PDS pour former un « front populaire », en utilisant la peur du fascisme pour enchaîner les masses à cette forme perfide de collaboration de classes.

Mais contrairement aux espoirs et aux



Serge Martinez/Reuter

**Metz, 24 novembre — Les mineurs des Houillères du bassin de Lorraine, en grève contre les suppressions d'emplois, affrontent la police en bataille rangée.**

attentes des bourgeoisies européennes, la classe ouvrière a réagi avec force à l'offensive capitaliste, souvent en rejetant ses propres dirigeants. Quand les dirigeants des syndicats d'Air France voulurent faire reprendre le travail avant que le gouvernement ait cédé, les travailleurs refusèrent. Et quand, il y a un an, les dirigeants syndicaux italiens ex-« communistes » tentèrent de faire accepter à leur base la suppression de la *scala mobile*, des milliers de travailleurs les bombardèrent de petites pièces de monnaie, de boulons et de légumes, et essayèrent de prendre d'assaut les tribunes officielles. Cette révolte ouvrière explosive en Europe de l'Ouest peut aider à réfuter un des mensonges centraux du stalinisme : la prétendue impossibilité d'une révolution dans l'Occident impérialiste — un mensonge qu'il utilisait pour faire passer son programme antirévolutionnaire de « socialisme dans un seul pays » et de « coexistence pacifique ». Aujourd'hui, après l'écroulement du stalinisme, la lutte de classe combative en Europe occidentale peut contribuer puissamment à réveiller la conscience de classe, socialiste, du prolétariat de l'ex-bloc soviétique.

Alors que la presse bourgeoise peste contre la reculade du gouvernement français face à la grève d'Air France, on dit que Balladur est « obsédé » par le spectre d'un nouveau Mai 68 — quand dix millions de travailleurs participèrent à ce qui était peut-être la plus grande grève générale de l'Histoire. Il a raison de

s'inquiéter. De nombreux pays ont connu une multiplication de tentatives de s'opposer aux fascistes et de les faire reculer, comme par exemple la manifestation antifasciste qui a rassemblé 50 000 personnes à la mi-octobre à Londres. Etant donné l'offensive de la bourgeoisie contre l'Etat providence, les schémas réformistes n'ont guère de crédibilité. Aujourd'hui, quand les patrons et les réformistes parlent de « réforme », ils promettent moins de travail pour des salaires moindres, et pas de travail du tout pour de plus en plus de gens. Le mouvement ouvrier européen est placé devant la nécessité d'une révolution socialiste. Pour les ouvriers qui ont une conscience de classe, la question n'est pas juste « Y aura-t-il un autre Mai 68 ? », mais comment avoir un Mai 68 allant jusqu'au bout : jusqu'à la prise du pouvoir. La clé, c'est de construire des partis trotskystes forgés sur un programme de transition conduisant à la révolution ouvrière.

### Guerre commerciale et austérité capitaliste

Avec la fin de la guerre froide, l'alliance antisoviétique de l'après-Deuxième Guerre mondiale s'est disloquée, mettant

« marché intérieur » américain s'étend à l'hémisphère entier. Militairement, les Etats-Unis possèdent présentement une avance décisive et notamment une présence armée sur les territoires de ses deux principaux concurrents. Cette supériorité militaire a été utilisée en 1991, avec des conséquences sanglantes, pour faire courber sous le joug le pays semi-colonial qu'est l'Irak, garantissant ainsi la mainmise américaine sur des approvisionnements pétroliers vitaux. Le capital financier et industriel américain est étroitement interpénétré avec celui de Grande-Bretagne, ce qui lui confère une position dominante sur le marché européen des capitaux, dont Londres est toujours le centre.

Les Etats-Unis sont aussi un concurrent agressif du Japon dans la course pour dominer la Chine, qui (bien qu'elle soit encore un Etat ouvrier déformé) est entraînée toujours plus directement dans le marché mondial capitaliste. Autre avantage qui, du point de vue des capitalistes, n'est pas le moindre, les impérialistes américains bénéficient du faible niveau de conscience politique de la classe ouvrière des Etats-Unis, une situation qui est le produit combiné de la prospérité économique des années 1950 et 60, d'un matraquage idéologique anti-communiste et de l'exploitation incessante des divisions racistes au sein du prolétariat — découlant elles-mêmes de ce que les tâches de la Guerre civile [connue en France sous le nom de « Guerre de Sécession »] sont demeurées inachevées. Après l'humiliante défaite infligée par les paysans et ouvriers vietnamiens, au cours des deux dernières décennies la bourgeoisie américaine a réussi à amputer le niveau de vie de la classe ouvrière et à laminer le mouvement syndical.

L'Allemagne présente un tableau très différent. Elle coexiste avec trois autres puissances impérialistes de taille, quoique de second rang (Grande-Bretagne, France et Italie), qui, quelles que soient leurs alliances tactiques présentes et futures, continueront à renâcler devant la domination allemande sur l'Europe. Bien qu'elle soit de loin l'économie la plus puissante et la plus productive en Europe, à l'échelle mondiale l'Allemagne souffre d'un handicap en termes de compétitivité du fait des concessions considérables faites par la bourgeoisie ouest-allemande à la classe ouvrière pendant les décennies de la guerre froide. Les ouvriers de l'ex-Allemagne de l'Ouest ont les salaires les plus élevés et les semaines de travail les plus courtes du monde (à l'exception des petits pays scandinaves), avec en moyenne six semaines de congés payés s'ajoutant aux jours fériés légaux. Ces concessions ont été faites au prolétariat ouest-allemand pour assurer la stabilité sociale et pour réduire l'attrait potentiel du plein-emploi et des avantages sociaux significatifs qui existaient dans la RDA voisine, à régime stalinien.

Helmut Kohl promettait que l'unification capitaliste de l'Allemagne amènerait dans l'ex-RDA un « boom économique ». Elle a en fait réduit l'Est à l'état de friche industrielle parsemée d'usines détruites ou désaffectées, où la vie de millions de gens a été totalement bouleversée et pratiquement détruite. Le niveau colossal du chômage est difficilement dissimulé par une multitude de systèmes de travail à temps partiel, de travail virtuel et de travail bidon. Le coût de cette politique de destruction capitaliste est gigantesque — et la classe dirigeante allemande est déterminée à faire payer la facture des énormes emprunts publics aux travailleurs allemands ou à ses concurrents impérialistes. Des taux d'intérêt exorbitants (répercutés dans toute l'Europe via le Système monétaire européen, aujourd'hui mort et enterré) ont aggravé la récession dans les autres pays, tout en attirant les capitaux étrangers à Francfort. Mais pendant ce temps, le deutschemark fort grignotait la compétitivité des industries exportatrices allemandes. Dans ce contexte, les tensions entre l'Allemagne et

à nu la rivalité permanente entre les différentes puissances impérialistes, et en particulier entre les trois géants de l'impérialisme contemporain : les Etats-Unis, le Japon et l'Allemagne. Chacun de ces pays s'efforce de constituer un bloc commercial : par l'intermédiaire de l'ALENA pour les Etats-Unis, d'une nouvelle version de la « sphère de co-prospérité extrême-orientale » pour le Japon et de l'Union européenne pour l'Allemagne, qui espère bien inclure l'« Europe centrale et orientale » (Pologne, République tchèque, Hongrie, Slovaquie et Croatie) dans son *hinterland* (arrière-pays) immédiat. L'âpreté de la concurrence économique annonce une guerre commerciale planétaire ; au bout du compte un nouveau repartage du monde ne pourra s'effectuer qu'à travers une troisième guerre mondiale interimpérialiste... opposant cette fois des puissances disposant de l'arme nucléaire.

Les Etats-Unis conservent sur leurs rivaux des avantages économiques, militaires et géographiques significatifs, qui sont pour une large part le produit de leur double victoire remportée contre l'Allemagne et le Japon pendant la Deuxième Guerre mondiale, qui leur a permis en même temps d'éliminer la Grande-Bretagne en tant que concurrent sérieux. L'économie américaine est toujours la plus puissante et la plus productive du monde. Son « arrière-cour », au nord et au sud, ne contient aucun concurrent impérialiste notable ; en ce sens, le

ses partenaires-concurrents impérialistes en Europe se sont inévitablement aggravés. Mais au lieu de se retrouver prisonniers des rivalités interimpérialistes par le truchement de revendications protectionnistes, les travailleurs doivent lutter pour les Etats-Unis socialistes d'Europe.

Suite à l'*Anschluss* (annexion) de la RDA, l'Allemagne est en un sens confrontée à une crise sociale et économique des plus aiguës, mais à partir d'une situation de grande prospérité et de position commerciale avantageuse. Dans les cas de l'Espagne, de l'Italie et de la Belgique, la bourgeoisie a acheté la paix sociale avec un flot continu d'emprunts publics. La dette publique belge dépasse de beaucoup le produit national annuel du pays. L'économie italienne fonctionne depuis des années à coups d'emprunts d'Etat de plus en plus considérables, dont la plus grande part a servi à alimenter la corruption endémique dans la vie économique et politique. Symbolisé par la Mafia mais incluant également tout le mécanisme des pots de vin versés aux politiciens (*tangentopoly* ou la cité des pots de vin) en provenance des trusts industriels les plus modernes de l'Italie du Nord, ainsi que la distribution de places dans l'industrie étatisée aux membres des partis (*lottizzazione*), ce système était toléré car il constituait la base de la pérennité du pouvoir de la démocratie-chrétienne anticommuniste et de ses alliés du PS italien. Ce système est maintenant considéré comme générateur de faux-frais dont le capital peut faire l'économie.

La bourgeoisie italienne veut soumettre la classe ouvrière, régulariser le fonctionnement de l'appareil d'Etat, maîtriser la Mafia, imposer la petite-bourgeoisie et assécher l'océan de dettes sur lequel flottent les entreprises d'Etat. Pour ce faire, elle a besoin d'un « Etat fort » : un régime capable, face à une classe ouvrière puissante, d'imposer des licenciements massifs et des coupes sombres dans les salaires et les prestations sociales. Et tandis que l'écroulement des partis gouvernementaux sous les coups des enquêtes anti-corruption a provoqué un afflux de voix pour les fascistes et la Ligue du Nord d'extrême droite lors des dernières élections municipales, la Bourse de Milan, l'ambassade américaine et le pape ont opté pour le Parti démocratique de la gauche (PDS), qui se présente comme « la force de la stabilité, de la sécurité et du gouvernement » dans une Italie chaotique. Bien que ces sociaux-démocrates ex-« communistes » se soient engagés à imposer une austérité antiouvrière, un nouveau « front populaire » centré sur le PDS pourrait se heurter à la résistance de travailleurs combattifs déterminés à défendre leur niveau de vie et à écraser les fascistes.

### Crise capitaliste et terreur raciste/fasciste

A mesure que la crise économique empire en Europe, les capitalistes essaient de parer leurs licenciements et leurs réductions de salaires d'oripeaux « sociaux ». Le constructeur automobile allemand Volkswagen, dont le principal actionnaire est le Land (région) de Saxe inférieure dirigé par le SPD, a obligé les dirigeants syndicaux à accepter un « accord » pour la réduction à 28,8 heures (contre 35) de la semaine de travail dans ses usines, cette réduction de 20 % du temps de travail devant être accompagnée d'une réduction correspondante des coûts salariaux. L'objectif de cet exercice de « partage du travail » est de faire payer aux ouvriers la crise des patrons. Au niveau européen, le président de l'Union européenne, le « socialiste » Jacques Delors, a publié un « livre blanc » qui préconise un grand programme d'investissements dans les infrastructures, d'avantage de « flexibilité des marchés du travail » (des licenciements plus faciles) et des réductions de salaires généralisées, prétendument pour préserver l'emploi. La crainte, selon un haut fonctionnaire de Bruxelles cité par le *Financial Times* (13

décembre 1993), est « le risque d'une explosion sociale ».

Les ouvriers combattifs sont entrés en lutte par milliers contre les licenciements massifs, les coupes sombres dans les programmes sociaux et les attaques contre le niveau de vie. Les patrons et leurs sbires réformistes proposent divers plans bidons de « réduction du temps de travail », avec réduction des salaires, comme remèdes à un chômage dont le niveau est le plus élevé depuis les années 1930. De leur côté, les fascistes cherchent à exploiter la crise économique et le désespoir en lançant des attaques meurtrières contre les immigrés. Marchant sur les traces des politiciens qui, comme



Les ouvriers de SEAT manifestent dans les rues de Barcelone, le 9 novembre dernier, contre la fermeture de leur usine.

Pasqua, excitent l'hystérie anti-immigrés, les fascistes font des « étrangers » les boucs émissaires du chômage. L'escalade du nationalisme xénophobe est aussi attisée par la contre-révolution en Europe de l'Est et dans l'ex-Union soviétique, escalade à laquelle elle avait d'ailleurs contribué.

De la Roumanie à la Pologne, les Tziganes (Roms) sont la cible de pogromes, comme ils le furent dans le III<sup>e</sup> Reich nazi. Dans toute l'Europe de l'Ouest, des milliers d'immigrés sont chaque année agressés physiquement, sont attaqués par des skinheads armés de couteaux, sont précipités hors de trains en marche, ont leur maison incendiée. Le nombre de meurtres racistes a grimpé en flèche ces dernières années – principalement en Allemagne mais aussi en Grande-Bretagne, en Belgique et dans les autres pays – 75 assassinats au moins rien qu'en 1993 (*Independent* de Londres, 13 janvier). Non seulement la police laisse faire, mais elle est souvent l'auteur du crime. Ainsi, Joy Gardner, une Jamaïcaine, a-t-elle été assassinée, étranglée, en août dernier par des flics londoniens qui l'avaient arrêtée pour l'expulser du pays. Makome M'Bowole, le jeune homme d'origine malienne tué d'une balle en pleine tête dans un commissariat parisien en avril de l'année dernière, a été une des cinq victimes des meurtres policiers racistes commis en France à cette époque en l'espace de quelques mois.

Les travailleurs immigrés constituent un des secteurs les plus combattifs du mouvement ouvrier d'Europe de l'Ouest. Une défaite significative des fascistes dans la rue, face à une mobilisation ouvrière ethniquement intégrée, aurait un énorme impact sur le cours de la lutte des classes en Europe. La participation d'ouvriers kurdes et turcs en Allemagne à de telles actions trouverait un écho parmi le remuant prolétariat de Turquie, de même qu'en France une offensive ouvrière dans laquelle les combattifs ouvriers nord-africains joueraient un rôle dirigeant pourrait déplacer de façon décisive l'axe de la lutte politique en Algérie, où les intégristes islamiques dominent l'opposition au régime militaire bonapartiste.

L'Europe occidentale est de plus en plus nettement polarisée. Réagissant à la

montée de la terreur fasciste, des dizaines de milliers de personnes, dont beaucoup de jeunes, sont descendues dans la rue, de Rome à Londres et Berlin. Les sections de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste) sont intervenues dans ces manifestations antifascistes avec un programme visant à mobiliser de façon centrale la puissance de la classe ouvrière, y compris son importante composante immigrée. En France, la Ligue trotskyste a appelé les cheminots et les travailleurs des autres secteurs à empêcher les trains d'expulsions-déportations de quitter Paris et a avancé la revendication des pleins droits de citoyenneté pour tous les immigrés.

En octobre dernier, en Grande-Bretagne, des dizaines de milliers de personnes ont participé, en opposition aux tentatives de diversion du Parti travailliste, à des manifestations antifascistes de masse après que des skinheads eurent agressé et laissé pour mort un jeune Bengali. La Spartacist League a distribué à ces jeunes combattifs un supplément spécial qui soulignait la nécessité de mobilisations indépendantes ouvrières/minorités et qui mettait en garde contre l'impasse suicidaire que sont les appels à l'Etat bourgeois à prendre des mesures contre les fascistes. Au lendemain de ces manifestations, beaucoup parmi les jeunes radicalisés qui s'étaient mobilisés se retrouvent précipités dans l'orbite du Parti travailliste par des réformistes de gauche comme Militant, qui leur demandent de consacrer leur énergie à élire des candidats travaillistes aux conseils municipaux.

Début 1993, en Allemagne, alors que la menace d'attaques fascistes se faisait plus pressante avec le 60<sup>e</sup> anniversaire de la prise du pouvoir de Hitler, le 30 janvier, et que les politiciens bourgeois et les réformistes organisaient d'impuissantes défilés aux chandelles, le Spartakist-Arbeiterpartei chercha alors à mobiliser le puissant mouvement ouvrier allemand. Organisant la défense d'un foyer d'immigrés pendant cette nuit du 30 janvier, les spartakistes citèrent l'appel de Trotsky au mouvement ouvrier allemand, au début des années 30, intitulé « Pour un front unique ouvrier contre le fascisme » (décembre 1931).

Trotsky soulignait la nécessité d'« élaborer un système de mesures pratiques » contre les bandes nazies, insistant que « chaque usine doit devenir un bastion antifasciste, avec ses commandants et ses bataillons ». Mais les dirigeants traîtres du mouvement ouvrier, sociaux-démocrates et staliniens, craignaient plus le spectre de la révolution ouvrière que les nervis fascistes, et ils laissèrent Hitler s'emparer du pouvoir sans coup férir. La réaction des staliniens pris de panique devant la prise du pouvoir par les nazis fut la politique du « front populaire » : des alliances de collaboration de classes subordonnant le prolétariat à une prétendue bourgeoisie « démocratique ». De la Guerre civile espagnole à la fin des années 30 au Chili d'Allende au début des années 70, le front populaire a en fait

servi non à lutter contre le fascisme mais à étrangler les luttes des ouvriers. Mettant en garde contre ce danger, Trotsky écrivait en 1938 : « Les "Fronts populaires" d'une part, le fascisme de l'autre, sont les dernières ressources politiques de l'impérialisme dans la lutte contre la révolution prolétarienne. »

Aujourd'hui, des secteurs de la bourgeoisie italienne, confrontée à des luttes ouvrières combattives, cherchent leur salut du côté des ex-communistes du PDS dans un nouveau front populaire qui se présente comme un recours face à la montée des héritiers de Mussolini organisés dans le MSI. En France, le PS de Mitterrand, discrédité, cherche à prévenir une vague de luttes ouvrières après la grève d'Air France en œuvrant à mettre sur pied un nouveau front populaire. Ceci a pris en particulier la forme d'une mobilisation « en défense de l'école laïque » dont le point culminant a été le gigantesque défilé du 16 janvier à Paris contre le projet du gouvernement Balladur de financement de l'école privée. Pourtant, le programme d'austérité capitaliste appliqué par Balladur n'est (tout comme ses attaques contre les immigrés) que la continuation de la politique des précédents gouvernements sociaux-démocrates. De fait, le patron d'Air France à l'origine du plan de suppressions d'emplois était au PS, et les ministres sociaux-démocrates de l'Education nationale ont subventionné l'école privée.

Dans l'extrême gauche, la Ligue trotskyste est la seule organisation à s'être opposée de façon conséquente au vote pour le front populaire de Mitterrand avant sa victoire électorale de 1981 ; elle expliquait que cet agent réformiste de la bourgeoisie apporterait militarisme de guerre froide et austérité antiouvrière.

### Programme de transition pour la révolution prolétarienne

Le fait qu'il se trouve des porte-parole du capitalisme pour parler de réduction du temps de travail et de fronts populaires de divers types constitue une indication du sérieux de la crise que traverse l'Europe de l'Ouest. Mais aussi adroitement présentés soient-ils, de tels plans sont au mieux des diversions. Après la Première Guerre mondiale, les sociaux-démocrates allemands avaient inscrit le plein emploi dans la constitution de la République de Weimar. Pourtant, une décennie plus tard à peine, cette république s'écroulait devant l'assaut nazi, alors qu'un quart de la population active était sans emploi. A l'encontre de ce genre de miroir aux alouettes bourgeois/réformiste, les marxistes luttent pour une échelle mobile des heures de travail, pour diviser le travail disponible entre tous les ouvriers (y compris les chômeurs), sans perte de salaire. De même, pour combattre les ravages de l'inflation, nous revendiquons une échelle mobile des salaires.

Mais ces mesures ne peuvent constituer des réformes isolées. Au contraire. Bien qu'il s'agisse simplement ici de la défense du droit élémentaire d'avoir un travail, le travail pour tous ne peut être garanti sous le capitalisme. La production pour le profit exige de chaque capitaliste (et de la classe capitaliste de chaque pays) de réduire le coût de la force de travail pour demeurer compétitif. Le plein emploi nécessite une économie planifiée basée sur la propriété collectivisée. Pour qu'un tel système économique soit établi, la classe ouvrière doit mener à bien le renversement révolutionnaire du capitalisme et exproprier la bourgeoisie en créant un gouvernement ouvrier, c'est-à-dire la dictature du prolétariat.

Ce point fondamental est développé dans le manifeste programmatique adopté par la conférence de fondation de la Quatrième Internationale de Trotsky en 1938, *l'Agonie du capitalisme et les Tâches de la Quatrième Internationale*, autrement connu sous le nom de « Programme de transition » : « La tâche stratégique de la

# Femmes et Révolution

Publié en collaboration avec *Women and Revolution* (USA)



## De Berlin-Est à Tachkent

# La contre-révolution capitaliste s'abat sur les femmes

Dans notre perspective de gagner les travailleuses au parti révolutionnaire d'avant-garde et au combat pour le socialisme, nous nous situons dans la tradition de l'Internationale communiste de Lénine qui créa une section spécifique pour le travail auprès des femmes et qui publia non seulement un journal international s'adressant aux femmes mais aussi plusieurs journaux similaires dans le cadre national. Aujourd'hui, *Women and Revolution*, organe de la commission du comité central de la Spartacist League/US pour le travail auprès des femmes, est aussi une revue de l'ensemble de la Ligue communiste internationale, qui publie des articles de toutes ses sections nationales. En perspective d'un développement, même modeste, de notre publication femmes et vu l'importance politique du combat pour la libération des femmes, nous commençons aujourd'hui à publier des articles dans le *Bolchévik* et sous l'entête Femmes et Révolution, en reproduisant ci-dessous la première partie d'un article paru dans *Women and Revolution* n° 42 (printemps-été 1993).

### Première partie

Rien ne démontre plus clairement la nature réactionnaire des contre-révolutions capitalistes qui ont déferlé sur l'Europe de l'Est et l'ex-Union soviétique que la dégradation de la condition des femmes. Les nationalistes de droite au pouvoir aujourd'hui considèrent le travail des femmes comme un complot communiste visant à saper la famille traditionnelle et pensent que leur place est à la maison, pour élever des enfants.

La détérioration de la condition des femmes qui accompagne le « nouvel ordre mondial » en Europe de l'Est est tellement frappante qu'elle est reconnue même par la « grande » presse bourgeoise. « Il est clair, écrit *Der Spiegel*, le magazine libéral de Hambourg, que l'importation du capitalisme dans l'ancienne Allemagne de l'Est frappe les femmes plus durement que les hommes ». « La Pologne : un endroit où il ne fait pas bon être une femme », plaisantent les conservateurs pleins de morgue de l'*Economist* de Londres. « Trois ans après le triomphe du mouvement de Solidarité, écrit un reporter du *New York Times*, les Polonais s'entraident à nouveau pour contourner les autorités [...]. L'objectif est maintenant d'échapper aux nouvelles restrictions à l'avortement imposées par l'association des médecins et le ministère de la Santé. » Bien sûr, ces organes de Wall Street, de Francfort et de la City de Londres avaient vigoureusement soutenu l'annexion de la République démocratique allemande (RDA) par l'impérialisme ouest-allemand, et ils avaient bruyamment pris fait et cause pour les cléricaux-nationalistes de Solidarité en Pologne.

On peut en dire autant des féministes et de la pseudo-gauche qui, en Occident, proclame son attachement à la cause de la libération des femmes. Le journal libéral de gauche américain *The Progress-*

*sive* (février 1991) a publié un article de l'écrivassière féministe Peggy Simpson intitulé « Pas de libération pour les femmes - l'Europe de l'Est revient en arrière ». Mais cet article, comme beaucoup d'autres productions similaires de la presse féministe occidentale, ne voit aucun lien entre la contre-révolution capitaliste et le retour en arrière pour les

logue moscovite Anastasia Posadskaïa qui note : « Si la détérioration de la condition des femmes [en Russie] a été prédite par quelques chercheurs d'orientation féministe, son ampleur réelle pendant les débuts du processus de transition vers le marché apparaît comme sans précédent. »

Cette pseudo-gauche - qui appelle de ses vœux un mouvement socialiste qui,



Allemagne de l'Est, 1991 — Des travailleuses chargées du nettoyage des trains réfléchissent à leur avenir. La réunification capitaliste signifie le chômage massif et le démantèlement des programmes sociaux.

femmes. Au lieu d'attaquer les nouveaux régimes anticommunistes pour opprimer les femmes, Simpson reproche aux bureaucraties staliniennes disparues d'avoir interdit l'apparition d'un féminisme à l'américaine : « Les femmes d'Europe de l'Est, que ce soit au sommet de la hiérarchie gouvernementale ou dans les usines, ne savent rien du partage des tâches domestiques à l'Ouest. Elles sont passées à côté de tout l'élément de conscientisation du mouvement politique des femmes. »

Comme si la « conscientisation » était une solution au chômage massif, à l'élimination des crèches et à la mise hors la loi de l'avortement ! Ce texte d'une rare fatuité, tellement typique de la pensée féministe occidentale, pointe un doigt accusateur sur les femmes qui sont les victimes de la contre-révolution capitaliste en Europe de l'Est. Un argument parallèle est développé par les économistes bourgeois occidentaux qui expliquent le chômage massif dans les nouvelles économies de « libre marché » en Europe de l'Est sur la base que les ouvriers étaient devenus paresseux et inefficaces parce qu'ils avaient la sécurité de l'emploi.

La revue social-démocrate de gauche *Against the Current* (qui pendant des années n'avait pas de mots assez durs pour dénoncer dans l'Union soviétique une société d'exploitation de classe et un Etat impérialiste) a maintenant découvert que les femmes vivaient mieux dans l'économie planifiée et collectivisée. Le numéro de juillet-août 1992 de cette publication a reproduit un article de la socio-

entre autres choses, serait « féministe » - a soutenu les forces mêmes qui ont conduit à cette détérioration sans précédent de la condition des femmes dans l'ex-Union soviétique et dans toute l'Europe de l'Est. *Against the Current* avait rejoint la Maison Blanche de Reagan-Bush (ainsi que le pape Jean-Paul Wojtyla et l'ayatollah Khomeiny) pour se faire le champion de Solidarité en Pologne et des moudjahidins islamistes qui combattaient l'armée soviétique en Afghanistan. Au nom de la « démocratie » et de l'antisoviétisme, ces gens ont soutenu la réunification capitaliste de l'Allemagne et la prise du pouvoir de Boris Eltsine à Moscou en août 1991.

### L'Afghanistan, la Pologne et la seconde guerre froide

La cause fondamentale de la contre-révolution capitaliste est l'effet cumulé de la pression militaire, économique et politique exercée par l'impérialisme mondial sur les Etats ouvriers à régime bureaucratique du bloc soviétique. Cette pression s'était considérablement intensifiée quand Jimmy Carter et Ronald Reagan, à la fin des années 1970 et au début des années 1980, avaient déclenché la seconde guerre froide. Les principaux champs de bataille furent initialement l'Afghanistan et la Pologne où, dans les deux cas, l'offensive anticommuniste était directement liée à l'oppression des femmes.

Les nationalistes modernisateurs afghans pro-Moscou qui avaient pris le pouvoir à Kaboul en 1978 avaient cherché

à émanciper partiellement les femmes de leur esclavage dans une société islamique traditionnelle, esclavage qui était symbolisé par le *tchador*, le voile descendant de la tête aux pieds. Ils réduisirent le prix de l'épousée à un montant symbolique et ouvrirent des écoles pour apprendre aux petites filles à lire et écrire. Ces mesures mirent en fureur les chefs tribaux et les mollahs qui, soutenus par Washington, l'Iran de Khomeiny et le Pakistan du général Zia, déclenchèrent une *djihad* contre les « communistes athées » de Kaboul.

Fin 1979, Moscou intervint militairement pour empêcher que son Etat client nationaliste de gauche en Afghanistan, qui partageait une longue frontière avec l'URSS, ne tombe sous les coups de réactionnaires islamistes armés et organisés par l'impérialisme US. Alors, la tendance spartaciste internationale (aujourd'hui Ligue communiste internationale) proclama : Salut à l'Armée rouge en Afghanistan ! Etendez les acquis sociaux de la révolution d'Octobre aux peuples afghans ! Au contraire, pratiquement toute la gauche internationale se rangea derrière Reagan, Thatcher et Mitterrand en dénonçant l'« expansionnisme » soviétique et en appelant au retrait des forces soviétiques.

Loin de chercher à annexer l'Afghanistan, l'oligarchie du Kremlin mena cette guerre à contre-cœur. Brejnev et ses successeurs utilisaient la perspective d'un retrait d'Afghanistan comme une carte dans les négociations avec les puissances de l'OTAN. Dans le cadre de la politique, menée par Gorbatchev, de conciliation globale envers l'impérialisme occidental, les forces soviétiques furent retirées unilatéralement début 1989. Ce retrait précéda de peu la désintégration du pouvoir soviétique en Europe de l'Est, à commencer par la Pologne.

La puissance de l'Eglise catholique rendait la Pologne particulièrement vulnérable à une contre-révolution venant de l'intérieur. L'élection sans précédent, en 1978, d'un pape polonais - ancien archevêque de Cracovie - constituait un élément clé de la campagne des « droits de l'Homme » engagée par le président américain Jimmy Carter pour subvertir le bloc soviétique. Au même moment, le régime stalinien de Gierek était si désespéré de préserver la paix sociale qu'il emprunta massivement auprès des banques occidentales pour maintenir le niveau de consommation et le plein emploi.

Tout était ainsi en place pour l'ascension de Solidarité. Quand, sous la pression de Wall Street et de Francfort, le régime Gierek annonça, dans l'été 1980, un programme d'austérité modérée, les ouvriers polonais entrèrent en action sous l'égide de l'aigle et de la croix. Le prolétariat polonais, traditionnellement laïc et socialiste, cherchait maintenant son salut du côté du Vatican et de la Maison Blanche. A l'automne de 1981, Walesa et Cie s'approprièrent le pouvoir politique pour le compte de l'impérialisme occidental. Nous appelâmes alors à

stopper la contre-révolution de Solidarność.

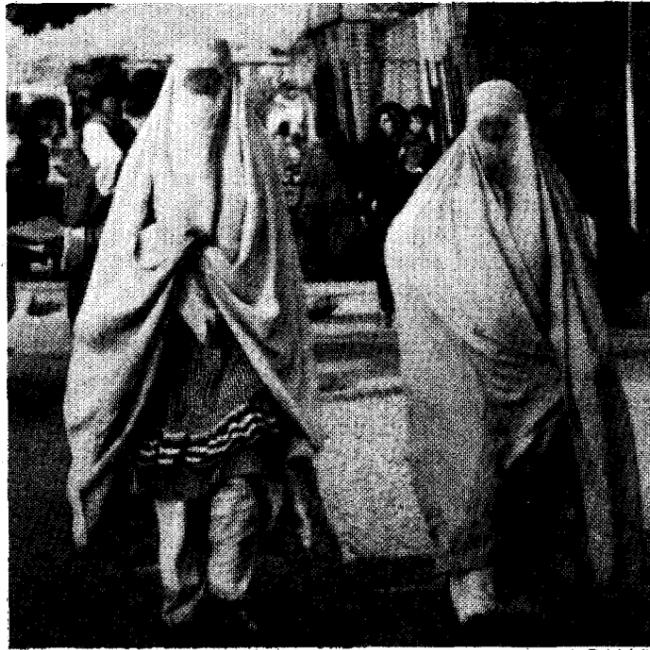
En décembre 1981, le coup de force du général Jaruzelski, fermement soutenu par Brejnev, empêcha pour un temps la contre-révolution de triompher en Pologne. La Maison Blanche de Reagan-Bush (assistée en particulier par l'AFL-CIO et par les syndicats sociaux-démocrates allemands) assura la survie de Solidarność à coups de généreux subsides secrets, tandis que les libéraux et la gauche, la voix tremblant d'émotion, chantaient les louanges de ce « syndicat libre » au compte de la CIA et des banquiers occidentaux. Ces mêmes féministes radicales et ces soi-disant socialistes qui aux Etats-Unis, en Allemagne de l'Ouest ou en France manifestaient contre l'opposition de la hiérarchie catholique à l'avortement appelaient aussi à la « solidarité avec Solidarność », autrement dit à une dictature papale en Pologne.

Aujourd'hui, il est clair pour le monde entier que les dirigeants cléricaux-nationalistes de Solidarność sont des ennemis des droits démocratiques des femmes. Récemment, un groupe de militantes polonaises a publié une déclaration pour dénoncer le fait que « la démocratie polonaise est une démocratie masculine » (*Women's Studies International Forum*, vol. 15, n° 1, 1992). En tant que marxistes, nous avons compris la véritable nature de la clique de Solidarność bien avant qu'elle prenne le pouvoir. Immédiatement après le coup de force de Jaruzelski, nous écrivions dans un article intitulé « Solidarność : un monde d'hommes » : « *Walesa s'affiche volontiers avec un badge de la Vierge, symbole des liens étroits qu'entretient Solidarność avec l'Eglise catholique. Le rôle historique joué par cette institution pour maintenir les femmes sous l'emprise de la famille, la campagne agressive du pape Wojtyla contre l'avortement, les positions fortement pro-famille de Solidarność - ces forces peuvent-elles être les libératrices des femmes polonaises ? Jamais !* » (*Women and Revolution* n° 24, printemps 1982).

La mise en échec de la tentative de prise du pouvoir par Solidarność en 1981 ne pouvait pas éliminer la menace d'une contre-révolution menée par les forces cléricales-nationalistes en Pologne. Pour briser l'étau des banquiers occidentaux sur l'économie polonaise, il était nécessaire de refuser de payer la dette. Pour être efficace, un tel refus de la Pologne de payer aurait demandé l'étroite collaboration économique du bloc soviétique tout entier et d'en appeler à la classe ouvrière à l'Ouest pour contrer les inévitables représailles capitalistes. Organiquement incapable d'un tel programme internationaliste, la bureaucratie stalinienne de Varsovie accentua encore le marasme de l'économie polonaise en accédant aux exigences des requins de la finance de Wall Street et de Francfort. En 1988-89, un nouveau programme d'austérité provoqua une nouvelle vague d'agitation ouvrière. Sans aucun point d'appui dans la société polonaise, démoralisé et acculé dans une impasse, le régime Jaruzelski, avec l'approbation de Gorbatchev, céda le pouvoir à Walesa et Cie pendant l'été 1989. Moins d'un an plus tard, avec l'absorption de la RDA dans un IV<sup>e</sup> Reich impérialiste allemand, l'Europe de l'Est tout entière avait basculé dans la contre-révolution capitaliste.

### L'égalité des sexes et la RDA

La condition des femmes en Allemagne de l'Est était à un certain nombre d'importants égards la plus avancée du monde. Non seulement plus de 90 % des femmes en âge de travailler participaient à la production sociale, mais beaucoup d'entre elles occupaient des emplois dont les hommes ont le monopole dans l'Occident capitaliste. En même temps, les mères qui travaillaient bénéficiaient de programmes sociaux exceptionnels, comme l'« année enfant » (un congé de maternité étendu et rémunéré). Certaines



le Bolchévik



TASS de Sovfoto

**Les moudjahidins, soutenus par les impérialistes, se sont battus pour maintenir les femmes en esclavage sous le voile. A droite, les Afghanes rendaient hommage à Kaboul, en 1979, à Taraki, un intellectuel prosoviétique qui chercha à moderniser ce pays d'Asie centrale patriarcal arriéré.**

féministes et certains sociaux-démocrates ouest-allemands invoquaient l'exemple de la RDA - le droit à l'avortement, les crèches et les congés généreux afin de s'occuper des enfants tombés malades - pour réclamer des mesures similaires en RFA, un pays capitaliste beaucoup plus prospère.

Les mesures économiques et sociales dont bénéficiaient les femmes en RDA allaient de pair avec une opinion publique bien plus favorable qu'ailleurs à l'égalité des sexes. En 1991, plusieurs mois après la réunification allemande, le Times Mirror Center de Washington fit réaliser une enquête d'opinion détaillée dans 13 pays européens, à l'Est et à l'Ouest. Seuls 18 % des Allemands de l'Est interrogés préféraient un mariage où la femme reste à la maison et s'occupe des enfants, contre 41 % en Allemagne de l'Ouest, 48 % en Russie et 56 % en Pologne.

Pourquoi cette opinion beaucoup plus nettement favorable à l'égalité des sexes en RDA que dans le reste de l'Europe de l'Est ayant connu des régimes staliniens ? Dans cette région, le statut des femmes était inversement proportionnel à la force du nationalisme au sein de la bureaucratie et dans la société tout entière. Il est significatif que le seul pays d'Europe de l'Est où l'avortement était mis hors la loi ait été la Roumanie de Ceaucescu, cette sinistre caricature de despotisme national-stalinien. Les orphelinats roumains étaient remplis d'enfants non désirés que leur famille n'avait pas les moyens d'élever. Pourtant, pendant deux décennies, le mégalomane sanguinaire qu'était Ceaucescu fut le dirigeant stalinien favori de Washington, loué et récompensé pour son « indépendance » à l'égard de Moscou. George Bush disait du *conducator* de Roumanie qu'il était « un des rares bons communistes d'Europe ».

Pour Washington et davantage encore pour Bonn, les dirigeants est-allemands Walter Ulbricht et Erich Honecker étaient parmi les pires communistes d'Europe, parce que l'Etat qu'ils dirigeaient constituait la première ligne de défense militaire et politique soviétique sur le continent. L'Allemagne de l'Est était confrontée à un puissant Etat impérialiste qui, au nom du nationalisme allemand, déniait à la RDA tout droit à l'existence. A un degré significativement plus élevé que leurs alters egos staliniens en Europe de l'Est et en URSS, les régimes d'Ulbricht et de Honecker cherchaient à asseoir leur légitimité en insistant sur le caractère et les réalisations « socialistes » de la RDA, et en particulier son engagement en faveur de l'égalité des femmes. Par exemple, on honorait la mémoire de la juive polonaise Rosa Luxemburg, comptée au nombre des précurseurs de la RDA.

La condition favorable qui était celle des femmes en RDA n'était pas simplement un résultat de sa concurrence poli-

tico-idéologique avec l'Allemagne de l'Ouest bourgeoise. Elle exprimait aussi la différence fondamentale entre une économie collectivisée, même avec une mauvaise gestion bureaucratique, et une économie capitaliste. Etant donné les différences d'éducation entre les sexes dans la société bourgeoise, il est en général plus coûteux de former des femmes que des hommes pour occuper des emplois industriels qualifiés. En outre, les femmes sont davantage susceptibles d'arrêter de travailler pour élever une famille. De ce fait, une entreprise capitaliste typique trouve plus rentable d'embaucher des hommes, à moins que des femmes puissent faire le même travail pour des salaires substantiellement inférieurs.

L'objectif primordial d'une économie collectivisée est de maximiser la production totale (et non la rentabilité d'une entreprise prise isolément) ; c'est pour-

des femmes, à comparer aux 20 % d'Allemagne de l'Ouest. 35 % des apprentis bouchers étaient des femmes, alors que cette profession était strictement masculine à l'ouest de l'Elbe.

Il est cependant un domaine significatif où la politique gouvernementale envers les femmes en RDA fut pendant de nombreuses années grand réactionnaire que dans les autres grands pays du bloc soviétique. Une loi de 1950 autorisait l'avortement uniquement pour raisons médicales, éthiques (par exemple en cas de viol) ou sociales, par exemple pour des familles nombreuses qui ne pouvaient pas se permettre un autre enfant. En Union soviétique, en Pologne et dans d'autres pays d'Europe de l'Est, le droit à l'avortement avait été légalisé au milieu des années 1950, dans la période de libéralisation et d'agitation qui suivit la mort de Staline. Mais le régime de la vieille garde



Spartakist

**Berlin-Est, janvier 1990 - Nos camarades allemands ont été à l'initiative d'un rassemblement de 250000 manifestants contre la profanation fasciste du monument à la mémoire des soldats soviétiques tombés dans la lutte antinazie.**

quoi à la fois les hommes et les femmes y ont des emplois. En outre, la RDA souffrait depuis sa création, à la fin des années 1940, d'une pénurie de main-d'œuvre, car contrairement à la Russie soviétique ou à la Pologne, elle ne disposait pas d'une importante population paysanne excédentaire. Dans les années 1950, cette pénurie de main-d'œuvre fut considérablement aggravée par une forte émigration vers une Allemagne de l'Ouest plus prospère, émigration qui touchait particulièrement les ouvriers qualifiés de sexe masculin. La construction du Mur de Berlin, en 1961, était une mesure bureaucratique défensive pour stopper cette hémorragie de main-d'œuvre qualifiée.

Ainsi, la RDA avait-elle un intérêt économique vital à maximiser le nombre des femmes engagées dans la production sociale et leurs capacités individuelles. Au milieu des années 1970, par exemple, 75 % des apprentis pour des emplois qualifiés dans l'industrie chimique étaient

stalinienne autour de Walter Ulbricht continua à s'opposer à l'avortement parce qu'il privait l'« Etat socialiste » de ses futurs citoyens.

Ulbricht fut limogé en 1971 pour s'être opposé aux initiatives de Brejnev visant à la détente avec Washington et Bonn, et il fut remplacé par le numéro deux de longue date du régime, Erich Honecker, qui engagea une libéralisation politique relative. Avec une hypocrisie stalinienne typique, la nouvelle ligne fut présentée comme une expression d'un principe démocratique fondamental (en l'occurrence, c'était bien le cas) : « *L'égalité des femmes [...] exige qu'une femme ait le droit de décider pour elle-même de sa grossesse et de si elle veut ou non la mener à terme et mettre au monde l'enfant.* »

Mais la RDA était loin d'avoir réalisé l'égalité pleine et entière des sexes, même au niveau économique de base. En 1988, le revenu net mensuel moyen pour les femmes travaillant à plein temps repré-

## Femmes...

Suite de la page 7

sentait 76 % de celui de leurs collègues hommes (mieux cependant que le chiffre correspondant pour l'Allemagne de l'Ouest, 66 %). Plus fondamentalement, les femmes en RDA et dans tout le bloc soviétique se plaignaient amèrement de leur « double charge de travail » ou « deuxième journée de travail ». Après le travail, leurs maris attendaient d'elles qu'elles s'occupent des tâches ménagères et des enfants. Cette charge de travail était aggravée par le manque de logements et la pénurie de nombreux biens de consommation, avec comme conséquence de longues files d'attente devant les magasins.

En Allemagne de l'Est, la charge de travail supportée par les femmes n'était peut-être pas exactement double, car un certain nombre d'hommes pensaient que l'égalitarisme socialiste s'appliquait aussi dans la vie familiale. Dans le climat intellectuel quelque peu plus ouvert de la fin des années 1980, Irene Dölling, de l'université Humboldt à Berlin-Est, s'était livrée à une critique stalinienne libérale/féministe de la vie de famille en RDA : « Les femmes continuent à faire entre les deux tiers et les trois quarts des tâches ménagères, et elles sont responsables de la plus grande partie des soins et de l'éducation des enfants. On peut effectivement discerner des changements dans la division des fonctions au sein de la famille [...]. Mais ceux-ci ne sont pas encore devenus des tendances dominantes » (cité dans Marilyn Rueschemeyer et Christiane Lemke, *The Quality of Life in the German Democratic Republic* [1989]). C'est précisément ce à quoi un marxiste doit s'attendre aussi longtemps que la famille demeure l'institution de base pour la socialisation des enfants. C'est seulement quand la famille sera progressivement remplacée par des formes collectives d'éducation des enfants que la division immémoriale du travail entre hommes et femmes, avec ses effets psychologiques inévitables, sera surmontée. Mais ceci demandera des générations d'une société socialiste mondiale immensément plus productive économiquement que le pays capitaliste le plus avancé d'aujourd'hui.

C'était de l'utopisme stalinien libéral que de croire qu'une égalité communiste complète entre les sexes pouvait être réalisée dans l'Etat qui se trouvait aux premières lignes de la guerre froide, sous une pression implacable de l'impérialisme mondial. En 1989, cette pression finit par faire craquer la caste bureaucratique soviétique, et la RDA fut confrontée à une alternative historique qui déciderait de son destin : ou la classe ouvrière s'emparerait du pouvoir politique, avec la perspective d'une Allemagne socialiste unifiée, ou la RDA serait absorbée dans un IV<sup>e</sup> Reich impérialiste, avec des conséquences dévastatrices pour la classe ouvrière et en particulier pour les femmes.

### La dégradation de la condition des femmes est-allemandes dans le IV<sup>e</sup> Reich

A ce moment critique de l'histoire contemporaine, la Ligue communiste internationale a mobilisé la totalité de ses ressources afin d'intervenir dans la bataille politique pour l'Allemagne de l'Est. Notre propagande et notre agitation pour un gouvernement basé sur des conseils ouvriers (soviets), tremplin vers un Etat prolétarien allemand unifié dans le cadre des Etats-Unis socialistes d'Europe, a trouvé un écho favorable parmi les ouvriers et intellectuels socialistes, ainsi que parmi les soldats et officiers de l'armée est-allemande. Ces efforts ont abouti à la manifestation antifasciste qui a réuni 250 000 personnes à Treptower Park (Berlin-Est) au début de janvier 1990 et qui, pour la première fois, a montré la possibilité d'une résistance ouvrière organisée à la réunification capitaliste.

Le régime stalinien libéral intérimaire de Gregor Gysi et Hans Modrow - redoutant une poussée ouvrière à gauche venant de la base et soumis à une énorme pression de la part de l'impérialisme ouest-allemand et de ses sbires sociaux-démocrates - prit rapidement l'initiative de se concilier les forces de la contre-révolution. Fin janvier, Gorbatchev annonça que l'Union soviétique accepterait la dissolution de la RDA dans une Allemagne capitaliste unifiée, une position approuvée par Modrow, le premier ministre de la RDA. Ces annonces choquèrent et démoralisèrent les ouvriers et les intellectuels qui voulaient et espéraient une société socialiste régénérée.

Simultanément, les masses est-allemandes subissaient le tir de barrage d'une campagne de « grand mensonge », venant des chrétiens-démocrates au pouvoir en Allemagne de l'Ouest et des sociaux-démocrates dans l'opposition, comme quoi la réunification amènerait une prospérité instantanée. A Bonn, le chancelier Helmut Kohl promettait que l'Allemagne de l'Est atteindrait le niveau de vie occidental en cinq ans. Un sentiment que l'*Anschluss* [annexion] capitaliste était inévitable, combiné à des illusions dans les largesses économiques ouest-allemandes, aboutit à une victoire décisive des chrétiens-démocrates dans les élections est-allemandes du 18 mars 1990 qui sonnèrent le glas de la RDA.

Peu de temps après, nous lancions une mise en garde : « [...] sans une lutte de classe contre la privatisation de la production et le démantèlement des programmes sociaux, les femmes seront chassées du monde du travail à mesure que le chômage et les mesures d'austérité sociale s'aggraveront dans la course aux profits capitalistes » (« Defend the Gains of East German Women ! », *Women and Revolution* n° 37, printemps 1990). Un an après l'union monétaire de juillet 1990, qui marqua la dissolution de l'économie collectivisée de la RDA dans un Etat capitaliste allemand élargi, près de 5 millions d'ouvriers, sur un total de 9,5 millions, étaient au chômage, travaillaient à « horaires réduits » ou avaient été exclus du marché du travail. Les plus durement touchées ont été les femmes vivant seules avec des enfants et les femmes plus âgées.

Aujourd'hui, les deux tiers des chômeurs officiellement enregistrés sont des femmes. Les emplois à temps partiel, occupés pour une large part par des femmes, ont été parmi les premiers à être supprimés dans le cadre des mesures d'« économies » de la Treuhand, l'organisme ouest-allemand qui a pris en charge les entreprises de l'ex-RDA. Les hommes jetés à la porte des usines ont commencé à entrer en concurrence pour des emplois où les femmes prédominaient, comme dans les banques, les postes ou les transports publics. Alors que les gestionnaires des entreprises de RDA pratiquaient une discrimination en faveur des femmes, en particulier pour les stages de formation, les femmes sont maintenant les victimes d'un machisme non dissimulé.

Les femmes est-allemandes s'étaient habituées à un degré d'indépendance économique et sociale considérable, et c'est cela que les dirigeants bourgeois du IV<sup>e</sup> Reich ne peuvent supporter. C'est pourquoi le démantèlement de la base industrielle de la RDA est allé de pair avec celui des programmes sociaux qui permettaient aux femmes de participer à la production sociale tout en élevant leurs enfants. La mesure de loin la plus importante pour chasser les femmes du monde du travail et les renvoyer au foyer a été l'élimination des possibilités de faire garder leurs enfants à peu de frais. Une multitude de crèches ont disparu quand la Treuhand a fermé les entreprises qui les finançaient ; d'autres ont été fermées quand les entreprises ont été vendues à des capitalistes ouest-allemands. Les femmes qui perdent leur emploi mais qui ne peuvent trouver un moyen de faire

garder leurs enfants pendant la journée n'ont pas droit aux allocations de chômage, car elles sont considérées par leurs nouveaux maîtres capitalistes comme incapables de travailler.

Les femmes est-allemandes sont aussi privées de moyens de contraception. Tout le système de santé est-allemand, basé sur des polycliniques, a été jeté bas. La pilule (qui était gratuite en RDA) est passée à un prix prohibitif pour la plupart des femmes ; la stérilisation devient rapidement la seule méthode contraceptive qui soit (encore) gratuite.

L'avortement est le dernier acquis significatif que les femmes est-allemandes conservent de la RDA. La loi ouest-allemande sur l'avortement était basée sur le tristement célèbre « paragraphe 218 », qui remontait au code pénal du Reich de Bismarck. Les femmes qui avortaient étaient traînées devant la justice pénale, à moins qu'un médecin les ait déclarées en situation de détresse médicale, psychologique ou sociale. Dans une version contemporaine de l'Inquisition, en 1988 un gynécologue de Bavière avait été jugé et condamné pour avoir violé le



Der Spiegel

**Sous la bannière de la réaction cléricale et du nationalisme polonais, Walesa dirigea la contre-révolution de Solidarność contre le régime stalinien discrédité.**

paragraphe 218. La classe ouvrière ouest-allemande était de longue date hostile aux restrictions légales à l'avortement. Mais les mobilisations de masse contre le paragraphe 218, par exemple au milieu des années 1970, avaient été sabotées par les directions social-démocrates.

L'hostilité à la criminalisation de l'avortement en Allemagne de l'Est était si forte que les chrétiens-démocrates, à l'époque de l'*Anschluss*, furent contraints de remettre à plus tard un affrontement sur cette question. Au lieu de cela, deux lois sur l'avortement fondamentalement incompatibles devaient coexister pendant deux ans dans les *Länder* (régions) de l'est et de l'ouest, avant d'être remplacées par une nouvelle loi unique.

Après d'âpres débats et une scission est-ouest au sein des chrétiens-démocrates, un projet de loi a été adopté en juin 1992 par le Bundestag (le Parlement). L'avortement, avec « conseil » obligatoire pour « protéger la vie avant la naissance », ne serait pas illégal pendant les 12 premières semaines de la grossesse. La nouvelle loi serait clairement une défaite pour les femmes de l'ex-RDA ; pour les femmes ouest-allemandes, elle représenterait potentiellement une réforme limitée, puisque le diktat arbitraire d'un médecin serait supprimé. Des politiciens chrétiens-démocrates de droite ont contesté ce projet de loi devant la cour constitutionnelle et, début août 1992, les juges, passant outre la démocratie parlementaire, ont suspendu sa promulgation.

La poursuite de la polémique autour de la nouvelle loi sur l'avortement n'est qu'un symptôme parmi d'autres d'une agitation sociale et politique croissante dans l'Allemagne de l'après-*Anschluss*. Les ouvrières de l'ancienne RDA, en particulier, constituent un puissant réservoir d'hostilité aux maîtres du IV<sup>e</sup> Reich. Leurs maris, leurs frères et leurs pères sont aussi victimes d'un chômage massif

ou, s'ils ont un emploi, ils sont traités avec mépris - comme les indigènes d'un pays colonial - par leurs nouveaux patrons ouest-allemands. Au printemps 1991, des Allemands de l'Est en colère, des deux sexes, sont descendus dans la rue pour manifester, et Kohl - surnommé maintenant le « chancelier des mensonges » - a été bombardé de légumes à Halle.

L'Allemagne de l'Ouest, entrée maintenant elle aussi en récession, devient un chaudron bouillonnant de mécontentement. Le mouvement syndical social-démocrate, longtemps passif, est confronté à des attaques capitalistes contre les salaires et les avantages sociaux pour payer l'OPA de la Deutsche Bank sur la RDA et la tentative d'établir un empire néo-colonial allemand en Europe de l'Est et dans l'ex-Union soviétique. Les deux millions de travailleurs immigrés turcs, yougoslaves et originaires d'autres pays, qui ont toujours été mis en marge de l'ordre bourgeois allemand, sont maintenant confrontés à une terreur néo-nazie meurtrière et à la menace d'être expulsés du pays. Nos camarades du Spartakist

Arbeiterpartei Deutschlands luttent pour construire un parti qui pourra unir tous les travailleurs - depuis les chômeuses misérables de Leipzig jusqu'aux métallurgistes turcs de la Ruhr - contre la brutalité du IV<sup>e</sup> Reich.

### Pologne : croisade cléricale-nationaliste contre les femmes

Patricia Clough, du journal *Independent* de Londres, écrit, le 14 avril 1992, que les Polonaises sont chassées « d'un monde sécurisant d'emploi garanti et d'une égalité affichée, et sont rejetées des décennies en arrière dans un monde effrayant de discriminations, de préjugés et d'oppression ». Comme en Allemagne orientale, elles sont chassées du monde du travail par les effets combinés de l'effondrement économique, de la fermeture des crèches et de la pratique qui consiste à n'embaucher que des hommes.

En outre, les femmes sont la principale cible de la campagne visant à transformer la Pologne en une Irlande de l'Europe de l'Est, ou en une réplique catholique romaine de l'Iran khomeinyste. Marcin Libicki, de l'Union nationale chrétienne - qui faisait partie de la coalition gouvernementale - proclame : « Nous souhaitons retourner à l'éthique de la femme comme mère. La nature a créé les femmes pour élever des enfants. » Au printemps 1991, le pape Wojtyla a parcouru la Pologne en tous sens en comparant le « vaste cimetière des enfants morts avant d'être nés » à l'Holocauste nazi.

La Pologne est en première ligne d'une croisade cléricale-nationaliste qui est menée dans toute l'Europe de l'Est contre l'avortement, et plus généralement contre l'« hédonisme » et le « consumérisme » occidentaux. Etant donné l'arriération économique relative de la région, les nationalistes ne voient pas d'autre voie vers la puissance politique et militaire

que de maximiser la population de leur Etat-nation sacré. Pour les « nationalistes chrétiens » d'Europe de l'Est hostiles les uns aux autres, l'avortement réduit le nombre de soldats potentiels, polonais, hongrois ou roumains, capables de tuer les peuples voisins. C'est pourquoi ils y voient le crime des crimes.

On croit généralement, à tort, que la position du Vatican prétendant que l'avortement est un meurtre est basée sur un dogme millénaire des Pères de l'Eglise. En fait, il s'agit d'une adaptation de la hiérarchie catholique au *nationalisme bourgeois moderne*. Dans les années 1860, l'empereur Napoléon III – le prototype du despotisme bonapartiste dans un Etat impérialiste – estimait qu'un taux de natalité plus élevé était crucial pour fournir les travailleurs et les soldats nécessaires à l'extension de l'empire français. Il fit appel à Rome et le pape révisa obligeamment la doctrine traditionnelle de l'Eglise, selon laquelle la vie commence « quand la mère ressent les mouvements du fœtus », pour adopter la doctrine actuelle comme quoi elle commence immédiatement après la conception. De péché véniel, l'avortement devenait ainsi péché mortel – ce qui fournissait la base « morale » des lois anti-avortement adoptées en France et dans le reste de l'Europe catholique.

Les liens étroits entretenus par direction de Solidarność avec le Vatican étaient de notoriété publique dès le début, de même que la campagne agressive menée par Walesa pour criminaliser l'avortement. Pourtant, on trouvait parmi les partisans de Solidarność des Polonaises qui rejetaient le rôle que l'Eglise leur assignait, croyaient au droit à l'avortement et de façon générale partageaient des conceptions similaires à celles des féministes petites-bourgeoises occidentales. Pourquoi ces Polonaises « libérées » ont-elles fait cause commune avec Walesa, Wojtyła et Cie ? Une explication est fournie par Malgorzata Tarasiewicz, ancienne responsable de la commission femmes de Solidarność et qui depuis se réclame de l'anarchisme : « Une opinion commune était que dès que nous nous serions débarrassés du pouvoir communiste, aides et investissements commencent à affluer des pays occidentaux. Ce n'est pas ce qui arriva. La majorité des hommes d'affaires occidentaux que l'Europe de l'Est intéresse ne sont intéressés que par des profits rapides. Ils créent bien des emplois, mais à leurs conditions : pas de syndicats, pas de récriminations sur les conditions de travail et des bas salaires » (*Off Our Backs*, août-septembre 1991).

L'illusion qu'un gouvernement anti-communiste à Varsovie bénéficierait des largesses des banquiers et industriels occidentaux, à coups de dizaines de milliards de dollars et de deutschemarks, était partagée par la plus grande partie de la classe ouvrière – et ceci explique en fait pour une large part le soutien ouvrier donné à l'organisation ouvertement procapitaliste qu'était Solidarność. Au lieu de cela, les financiers occidentaux ordonnèrent au nouveau régime d'appliquer un « traitement de choc » économique, avec comme résultats un chômage massif et une paupérisation générale. Les ouvriers polonais furent choqués politiquement et économiquement, et ils retourneraient rapidement contre le gouvernement de Solidarność les mêmes armes – grèves et manifestations – auxquelles ils avaient eu recours contre les régimes staliniens successifs. Depuis le début de 1990, la Pologne a connu un niveau élevé et assez soutenu de luttes ouvrières, tandis que Solidarność scissionnait en partis violemment hostiles les uns aux autres.

Le traitement de choc économique dicté par les banquiers occidentaux a été parallèle à la campagne du Vatican pour criminaliser l'avortement. Cette question a suscité un grand nombre d'articles dans la presse occidentale bourgeoise, féministe et de gauche. Presque tous ces articles soulignent que l'avortement avait

été légalisé en Pologne en 1956. Mais presque aucun n'indique pourquoi cette mesure émancipatrice avait été prise à cette époque et pas avant.

Les « nationalistes chrétiens » et autres engueunades similaires affirment que la légalisation de l'avortement avait été imposée par les communistes (c'est-à-dire les staliniens) contre la volonté du peuple polonais. La vérité est exactement à l'opposé. En Pologne et dans tout le bloc soviétique, l'avortement avait été interdit pendant les dernières années du règne de Staline (1945-53). Pendant sa première décennie d'existence, la République populaire de Pologne avait conservé la loi anti-avortement adoptée en 1932 par la dictature fascisante du maréchal Pilsudski. Cette loi prévoyait pour la femme qui avortait une peine de trois ans de prison, et de cinq ans pour les médecins et sages-femmes. Au lendemain de la guerre, les staliniens de Varsovie estimaient qu'un taux de natalité élevé était souhaitable afin de fournir la main-d'œuvre nécessaire à la reconstruction d'un pays dévasté par la guerre.

La mort de Staline et la crise de succession au Kremlin déstabilisèrent le fragile ordre bureaucratique dans les « républiques populaires » d'Europe de l'Est – une déstabilisation dont la première manifestation fut le soulèvement ouvrier de Berlin-Est en juin 1953. En Pologne, à mesure que l'étau de l'Etat policier se relâchait, le régime miné par les luttes de factions était confronté à une agitation croissante parmi les masses ouvrières et l'intelligentsia.

C'est dans ces circonstances que la « Loi autorisant l'avortement » fut adoptée en avril 1956 par un régime stalinien chancelant. Cette mesure était immensément populaire auprès des Polonaises et permettait aux staliniens de proclamer qu'ils appliqueraient dorénavant leur politique affichée d'émancipation des femmes. En outre, elle sapait l'autorité de l'Eglise, qui pendant la période de totalitarisme stalinien était la seule institution indépendante de la bureaucratie dont l'existence était tolérée.

Les pas hésitants dans la voie de la libéralisation accomplis par une vieille garde stalinienne haïe ne réussirent pas à apaiser l'agitation populaire. Une révolution politique prolétarienne embryonnaire – qu'on appellera plus tard l'« Octobre polonais » – fut étouffée dans l'œuf au dernier moment uniquement grâce à l'arrivée au pouvoir de Wladyslaw Gomulka, qui jouissait d'une réputation de communiste « national-libéral » persécuté et d'honnête dirigeant ouvrier. Gomulka réussit à sauver la bureaucratie en faisant dans un premier temps des concessions considérables à tous les secteurs de la société polonaise, depuis les conseils ouvriers prosocialistes jusqu'aux petits propriétaires paysans et à la hiérarchie catholique.

Le régime Gomulka, et c'est tout à son honneur, institutionnalisa le droit à l'avortement, en partie parce qu'il estimait qu'un taux de natalité moins élevé aurait un effet bénéfique sur la croissance éco-

nomique en permettant d'allouer moins de ressources à la consommation et davantage à l'investissement. Dans tout le bloc soviétique (à l'exception de la RDA), des moyens contraceptifs efficaces se faisaient attendre, une situation aggravée en Pologne par les pressions de l'Eglise. D'après Hanna Jankowska de Pro-Femina, un groupe pour le droit à l'avortement, seulement 10 % des Polonaises utilisent des moyens modernes de contraception. En conséquence de quoi, l'avortement – on estime qu'entre 500 000 et un million d'avortements sont pratiqués chaque année – est devenu le principal moyen de contrôle des naissances.

Depuis 1956, l'interdiction de l'avortement est devenue la revendication centrale de l'anticommunisme clérical en Pologne. Quand, lors de la « table ronde » avec Solidarność au printemps 1989, il fut devenu clair que les staliniens de Varsovie jetaient l'éponge, les députés catholiques au Sejm (parlement) ont présenté une loi sur la « protection des enfants non encore nés » qui interdit l'avortement en toutes circonstances et prévoit une peine de trois ans de prison tant pour la femme que pour son médecin. Cette loi est pire que la loi promulguée en 1932 par la dictature de Pilsudski, qui autorisait l'avortement en cas de viol, d'inceste, de prostitution juvénile et de danger pour la santé de la mère.

Alors que les cléricaux-nationalistes essaient d'identifier le peuple polonais à l'intégrisme catholique, les sondages s'obstinent à montrer qu'environ 60 % de la population est favorable au maintien du droit à l'avortement et que moins de 10 % se prononce pour son interdiction totale. Pour la première fois depuis des décennies, un fort courant d'anticléricalisme populaire a fait sa réapparition en Pologne, en particulier chez les femmes. Par exemple, en 1990, des manifestants brandissaient devant le Sejm des slogans tels que « Dans l'Europe en passant par l'Iran ». Mais au lieu de défendre avec intransigeance le droit à l'avortement – une position qui était populaire tout autant que principielle – les ci-devant staliniens polonais, devenus des sociaux-démocrates, se sont dégonflés et ont fait renvoyer la nouvelle législation devant une kyrielle de commissions parlementaires.

Ceci n'empêcha pas la hiérarchie catholique et les partis cléricaux de tout faire pour interdire l'avortement, que cela fût ou non légal. En 1990, l'instruction religieuse a été réintroduite dans les écoles polonaises, et les prêtres entreprirent immédiatement de mobiliser les enfants contre leurs mères. On fit pression sur des enfants de huit ans pour qu'ils signent des pétitions anti-avortement. Beaucoup de Polonaises ont vu leur jeune enfant leur demander : « Maman, est-ce que c'est vrai que tu veux tuer ma petite sœur ? »

Comme tactique de dernier recours, les principaux opposants politiques à la loi anti-avortement ont réclamé un référendum sur la question, confiants qu'ils

en sortiraient vainqueurs. Comme c'était par conséquent prévisible, la hiérarchie catholique, le président Lech Walesa et les partis cléricaux s'y opposèrent. Imposer un référendum contre l'opposition de ces forces aurait nécessité une mobilisation de masse, centrée sur la classe ouvrière – grèves, grandes manifestations combattives, occupation du ministère de la Santé et des hôpitaux publics qui refusaient de pratiquer des avortements. Etant donné la colère et le désespoir qui prédominent dans la classe ouvrière polonaise, porter la bataille pour défendre le droit à l'avortement dans la rue aurait fait éclater le fragile régime contre-révolutionnaire ; la grève des mineurs de charbon de décembre 1992 avait déjà contraint le gouvernement à repousser le débat sur la loi anti-avortement au Sejm. C'est précisément ce que redoutaient les dirigeants libéraux et pro-« européens » de la campagne pour le référendum, comme Zbigniew Bujak et Barbara Labuda. Pour les libéraux et les sociaux-démocrates polonais, la crainte de déstabiliser l'Etat bourgeois vagissant l'emporte de loin sur leur répugnance à voir le pays devenir, dans le meilleur des cas, une Irlande de l'Europe de l'Est.

Les deux chambres du Sejm ont approuvé cette loi anti-avortement tant redoutée. En guise de « compromis », seuls les médecins, et non les femmes, seront emprisonnés, et l'avortement sera autorisé en cas de viol, de danger pour la santé de la mère, etc.

A l'automne 1990, pendant la première grande vague de luttes ouvrières contre le nouveau régime de Solidarność, un petit groupe de militants trotskystes en Pologne adhéra à la LCI. Le document de fondation du Spartakowska Grupa Polski déclarait : « Un parti trotskyste doit être un tribun du peuple, défenseur de toutes les victimes de l'oppression. La campagne de restauration du capitalisme fait revivre et aggrave tout le « vieux fatras » de l'ordre social d'avant-guerre, du cléricanisme réactionnaire au nationalisme pilsudskiste en passant par l'antisémitisme [...]. La hiérarchie catholique que les staliniens ont cherché à amadouer exerce depuis longtemps une influence décisive sur Solidarność. La réaction cléricale prend en particulier les femmes pour cible. Repoussons les attaques contre le droit à l'avortement ! Avortement libre et gratuit ! Pour des crèches gratuites, ouvertes 24 heures sur 24 ! Pour la stricte séparation de l'Eglise et de l'Etat ! A bas le dogme conservateur stalinien qui glorifie la famille, principale institution sociale d'oppression des femmes. Seul l'établissement d'une authentique société socialiste, basée sur l'abondance matérielle et l'égalitarisme, peut réellement libérer les femmes » (*Spartacist* édition française n° 26, printemps 1991).

Aujourd'hui en Pologne, l'émancipation des femmes est immédiatement, directement et intimement liée à la révolution socialiste prolétarienne.

[ A suivre ]

## USA...

Suite de la page 12

les enfournant comme des rats d'abord dans des tunnels sous le bâtiment du Capitole, puis derrière un enchevêtrement de barrières et des centaines de policiers anti-émeutes. Le flic en chef de Ryan, « Jack » Pescorodo, déclara que « sa plus grande chance, dimanche, a simplement été le temps », avec un vent glacial et 26°C au-dessous de zéro et que, sinon, « il y aurait eu beaucoup plus de monde ». Effectivement.

Différents groupes de gauche – l'International Socialist Organization (ISO – dont l'organisation-sœur en France est Socialisme international), le Progressive Labor Party (PL) et la Revolutionary Workers League (RWL) – étaient présents avec de petits groupes de militants ;

ils refusèrent d'agir en coordination les uns avec les autres, et encore moins avec nous. Le PDC avait invité – longtemps à l'avance et par écrit, puis une nouvelle fois sur place – diverses forces antifascistes à se rassembler pour s'opposer ensemble au Ku Klux Klan, dans une action où serait représentée la diversité des positions et des stratégies politiques de tous les groupes participants. Ces charlatans d'extrême gauche n'ont aucune stratégie pour mobiliser la classe ouvrière, parce qu'ils ne pensent pas que ce soit possible.

Quarante-cinq minutes à peine après le début de leur misérable provocation, les nervis du Ku Klux Klan, leurs appels au meurtre couverts par les cris des manifestants, sont rentrés dans leurs trous à rats avec leur escorte policière. L'ISO et PL quittèrent les lieux avant le Ku Klux

Klan, et la RWL prit la tangente dès le départ de ces terroristes. Le noyau dur de la manifestation, qui avait tenu bon dans le froid glacial jusqu'au départ du Ku Klux Klan, se forma alors en cortège et s'éloigna en bon ordre du Capitole aux cris de « KKK – Pas question ! Nous avons stoppé votre marche aujourd'hui ! » et « Springfield – trop chaud pour le KKK ! »

Ce combat a une ampleur internationale. L'agressivité croissante du Ku Klux Klan a pour pendant la montée de la terreur fasciste en Europe. Pour organiser les travailleurs et les opprimés en défense de leurs intérêts de classe, il faut un parti révolutionnaire international avec un programme qui permette d'en finir une fois pour toutes avec les fascistes en détruisant le système capitaliste qui les génère. ■

## Europe...

Suite de la page 5

prochaine période - période pré-révolutionnaire d'agitation, de propagande et d'organisation - consiste à surmonter la contradiction entre la maturité des conditions objectives de la révolution et la non-maturité du prolétariat et de son avant-garde (désarroi et découragement de la vieille génération, manque d'expérience de la jeune). Il faut aider les masses, dans le processus de leurs luttes quotidiennes, à trouver le pont entre leurs revendications actuelles et le programme de la révolution socialiste. Ce pont doit consister en un système de revendications transitoires, partant des conditions actuelles et de la

partage du travail « financièrement neutre » pour les entreprises. Ce plan était depuis longtemps préconisé par la CFDT, dirigée par des sociaux-démocrates, qui appelle à une « réduction du temps de travail » à 32 heures avec une « contrepartie salariale » (*Liberation*, 26 octobre 1993). La CGT, dirigée par le PCF, est contre les réductions de salaires mais, au nom du « réalisme », elle réclame une semaine de 38 heures. Le secrétaire général de la CGT Viannet déclare froidement qu'« il n'y aura [pas de] semaine de 32 heures » et dénonce le projet de loi adopté par le Sénat parce qu'il a « suscité de formidables espoirs » chez les jeunes sans emploi (*le Monde*, 9 novembre 1993).

Le maillon suivant de la chaîne, ce



A Londres, le 16 octobre dernier, les manifestants antiracistes, venus par dizaines de milliers stopper les fascistes du British National Party, sont attaqués par la police anti-émeutes.

conscience actuelle de larges couches de la classe ouvrière et conduisant invariablement à une seule et même conclusion : la conquête du pouvoir par le prolétariat. »

Un tel programme doit marteler « une seule et même conclusion » : la bourgeoisie ne peut pas satisfaire même les besoins les plus élémentaires des travailleurs et, par conséquent, son régime d'exploitation doit être renversé.

Au contraire, une multitude de groupes qui se prétendent trotskystes ont essayé de tronquer le Programme de transition d'une manière opportuniste. Ils prennent une revendication isolée, l'é-moussent et tentent de la présenter comme une panacée, tout en parlant d'une « méthode transitoire » informe. Ils veulent vendre à la classe ouvrière un pont qui ne mène nulle part, transformant une arme d'agitation et d'organisation révolutionnaires en fourre-tout de recettes pour syndicalistes procapitalistes au verbiage de gauche ou en plan utopique de réformes radicales dans le cadre du capitalisme. Le Secrétariat unifié (SU) d'Ernest Mandel s'est fait une spécialité de ce genre de frelatage du programme trotskyste, en niant fondamentalement la nécessité d'une avant-garde révolutionnaire indépendante. Aujourd'hui en France, la section du SU de Mandel, la LCR, propose une « autre logique économique » ultra-réformiste et farcie de recommandations pour une politique fiscale et le contrôle des importations (*Critique communiste* n°128/129, février 1993). Un des éléments clés de cette plate-forme est la revendication de la semaine de 35 heures.

On peut voir ici ce qu'on pourrait appeler une chaîne syphilitique qui lie des cercles influents de la bourgeoisie à ses lieutenants ouvriers et à leurs comparses d'« extrême gauche ». Ainsi, début novembre, le Sénat français a adopté un projet de loi qui offre des compensations financières aux employeurs qui s'engagent à réduire de 15 % la semaine de travail. Cette proposition a été concoctée par un certain Pierre Larrouturou, membre de l'influent cabinet conseil de gestion Arthur Anderson, qui préconisait un plan d'exonérations fiscales et de réductions de salaires pour rendre la « révolution » du

sont les mandéliens de la LCR qui appellent à « la semaine de trente-cinq heures sans perte de salaire, vers les trente heures » (*Rouge* n° 1560, 14 octobre 1993). L'ex-organisation de jeunesse de la LCR, les JCR-*l'Egalité*, maintenant alliée à l'organisation travailliste britannique Militant, fait écho à la revendication des 35 heures de la LCR. Les révolutionnaires soutiennent bien sûr les luttes des syndicats de masse sur une telle revendication, comme par exemple la grève de l'IG Metall allemande il y a quelques années. Mais pour un petit groupe de propagande qui se prétend trotskyste, faire de cette revendication un des axes de son agitation est une autre affaire. Des militants de la LCR ont joué un rôle de premier plan dans la récente grève d'Air France, mais ils l'ont fait du point de vue étroit du syndicalisme combatif et, au fil des années, ils se sont profondément incrustés dans la bureaucratie syndicale réformiste.

Loin d'avoir quoi que ce soit à voir avec la revendication de travail pour tous du Programme de transition, le plan de la LCR admet explicitement que ses propositions ne conduiront qu'à une « baisse significative du chômage » (*Critique communiste* n° 128/129). Et tout son programme est présenté comme une politique pour un nouveau « gouvernement de gauche » - autrement dit un front populaire - dans le cadre du parlementarisme bourgeois. Dans son article de 1935 « Du plan de la CGT à la prise du pouvoir », Léon Trotsky critiquait les sociaux-démocrates parce qu'ils ne parlaient que de la nationalisation du crédit et des industries clés. Mais aujourd'hui, la ligne de la LCR est très loin à droite des bureaucrates réformistes que dénonçait Trotsky. La LCR n'appelle à rien qui aille au-delà de la « nationalisation du système de crédit » et déclare même : « Il ne s'agit pas de réglementer ou de limiter la propriété privée par principe. »

Trotsky posait aussi la question pertinente de savoir qui nationalisera les banques, introduira une semaine de travail plus courte, « en un mot, appliquera le programme de la CGT ? » Et il affirmait : « Il faut le dire carrément : seul un gouvernement révolutionnaire, celui des ouvriers et des paysans, prêt à la lutte

implacable contre tous les exploiters, peut appliquer le Plan, le compléter, le développer et le dépasser dans la voie du socialisme. » Mais là où les sociaux-démocrates des années 30 parlaient en termes vagues d'appliquer leur programme « indépendamment du régime politique », la LCR en appelle explicitement à l'Etat capitaliste. Son appel à un mouvement pour une réduction de la semaine de travail a comme axe d'amener le Parlement à adopter « une loi cadre fixant la durée légale hebdomadaire à trente-cinq heures » (*Rouge* n° 1560, 14 octobre 1993).

La « méthode transitoire » des mandéliens est directement opposée au Programme de transition de Trotsky. Loin de chercher à gagner la classe ouvrière à une compréhension révolutionnaire que le chômage de masse ne pourra être éliminé qu'avec la conquête du pouvoir par le prolétariat, la LCR et les JCR acceptent la « logique » capitaliste de la bureaucratie syndicale. 38, 35, 32 heures - ce petit jeu avec les chiffres, c'est une « échelle mobile » du réformisme bourgeois. L'émasculature du programme de Trotsky par la LCR et les JCR pourrait être appelée « Du plan de Larrouturou au front populaire ».

Et le contenu réformiste des différents « plans » des pseudo-trotskyistes est confirmé par leur économisme. Le Programme de transition a été rédigé non comme un catalogue de revendications réformistes et sous-réformistes mais pour mettre en avant une stratégie de lutte révolutionnaire contre tous les aspects de l'exploitation et de l'oppression capitalistes. C'est pourquoi il aborde la nécessité de lutter contre l'oppression des femmes et de la jeunesse, contre le militarisme impérialiste et le colonialisme. Trotsky lie explicitement les luttes économiques au combat contre le fascisme, en notant : « Les jaunes et les gendarmes privés dans les usines sont les cellules fondamentales de l'armée du fascisme. Les piquets de grève sont les cellules fondamentales de l'armée du prolétariat. C'est de là qu'il faut partir. » Des revendications comme les échelles mobiles des salaires et des heures de travail doivent être liées à la lutte pour défendre les immigrés par des mobilisations ouvrières/immigrées, à la défense du droit à l'avortement et à l'opposition aux guerres impérialistes et aux aventures colonialistes, comme la guerre contre l'Irak et l'invasion de la Somalie.

### Il faut forger la Quatrième Internationale

La bourgeoisie a tremblé sur ses bases quand, l'automne dernier, le gouvernement français a évoqué le spectre d'une explosion sociale, l'« ombre de Mai 68 », en capitulant devant les grévistes d'Air France. Un article du *Monde* du 6 novembre s'interrogeait : « Qu'y a-t-il de commun entre la France de mai 1968 » où la jeunesse prenait pour cible la « société de consommation », « où les idéologies contestataires avaient le vent en poupe, où le taux de chômage n'était que de 2,7 % », et « cette France assoupie de 1993, où les idéologies n'ont plus prise, où la récession entretient le chômage et où les records de grèves se battent à la baisse ? » La classe ouvrière est assurément sur la défensive, mais elle n'est pas endormie. La grève d'Air France et ses répercussions sur les luttes ouvrières dans toute l'Europe ont montré que la combativité des masses pouvait changer rapidement. Des luttes défensives peuvent vite se transformer en un défi aux capitalistes. Aujourd'hui, la bourgeoisie proclame la « mort du communisme », mais dans les années 1950 elle avait aussi proclamé la « fin des idéologies », et cela n'avait pas empêché des luttes sociales significatives d'éclater quelques années plus tard. La clé, c'est la question de la direction.

La période actuelle est marquée avant tout par l'impact de la destruction contre-

révolutionnaire de l'Union soviétique et des Etats ouvriers déformés d'Europe de l'Est. A l'Ouest, ces événements ont eu un impact majeur sur la gauche réformiste (et centriste) qui, après avoir avalé les mensonges de la bourgeoisie sur la « mort du communisme », se retrouve maintenant totalement déboussolée. Pour justifier leur dogme nationaliste du « socialisme dans un seul pays », la bureaucratie stalinienne niait la possibilité de révolutions ouvrières dans les pays capitalistes avancés de l'Ouest - et faisait de son mieux pour empêcher de telles révolutions. Au bout du compte, l'isolement de l'Etat ouvrier dégénéré soviétique a abouti à son écroulement, sous la pression économique et militaire de l'impérialisme. Trotsky avait mis en garde à maintes reprises contre cette possibilité, si la bureaucratie n'était pas balayée par une révolution politique prolétarienne qui aurait restauré le programme internationaliste originel de l'Octobre de Lénine.

Le réarmement politique du mouvement ouvrier nécessite que soit reforgée une authentique avant-garde communiste, que les ouvriers les plus avancés de tous les pays soient gagnés à la compréhension de pourquoi les Etats ouvriers du bloc soviétique se sont écroulés... et de pourquoi la révolution ne s'est pas étendue à l'Ouest. Que s'est-il donc passé en Mai 68 ? Aiguillonnés par une vague de manifestations étudiantes, dix millions d'ouvriers se sont mis en grève et ont occupé les usines, dans une atmosphère quasi-révolutionnaire. Les ouvriers immigrés espagnols, algériens, portugais et d'autres pays participaient au mouvement. Les entreprises étaient paralysées, des usines automobiles aux Folies Bergères. La Banque de France ne pouvait pas imprimer ses billets. Le gouvernement resta un moment paralysé ; le président de Gaulle partit en Allemagne de l'Ouest pour y chercher des unités de l'armée sur lesquelles s'appuyer. Dans le monde entier, des centaines de milliers de personnes voyaient dans les événements de Mai 68 la confirmation de la capacité révolutionnaire du prolétariat et la réfutation spectaculaire des théories de la « nouvelle gauche » alors en vogue, comme quoi la classe ouvrière était irrémédiablement corrompue par la « société de consommation » d'après-guerre.

Mais d'un point de vue révolutionnaire, le soulèvement de Mai 68 avait été vaincu. La responsabilité en incombe au premier chef aux staliniens du PCF, le principal parti de la classe ouvrière française. Loin de chercher à former des soviets (conseils ouvriers) et des milices ouvrières comme base pour aller de l'avant vers la prise du pouvoir, le PCF appela à des élections législatives et fit tout ce qu'il pouvait pour mettre fin à la grève en négociant une série de concessions économiques. Les réformistes staliniens prouvèrent une nouvelle fois qu'ils étaient des défenseurs loyaux du capitalisme français en crise et un obstacle à la révolution prolétarienne. Dépourvue d'une direction claire, la grève reflua. Les réactionnaires purent reprendre l'initiative, en organisant à Paris une manifestation pro-de Gaulle, massive, des classes moyennes. Le moment de l'occasion révolutionnaire était passé.

Tout en ressassant certains mots d'ordre de Trotsky, Mandel et C<sup>ie</sup> à ce moment de crise du capitalisme français refusèrent en fait de lutter sur l'objectif de la révolution. Dans un article publié dans la revue *les Temps modernes* d'août-septembre 1968, Mandel argumentait : « Puisque le PCF n'est pas un parti révolutionnaire, et puisque aucun des groupes d'avant-garde ne dispose encore d'une audience suffisante dans la classe ouvrière, Mai 1968 ne pouvait pas se terminer par la prise du pouvoir. Mais une grève générale avec occupation d'usines peut et doit se terminer par la conquête de réformes de structure anticapitalistes, par la réalisation de revendications transitoires, c'est-à-dire par la création d'une dualité de pouvoir,

## LO...

Suite de la page 3

sexisme, et contre toute manifestation de l'obscurantisme» (le Bolchévik n° 97, novembre-décembre 1989).

Qu'a donc à offrir la direction de LO à ces travailleurs immigrés, ainsi qu'aux jeunes à qui, de plus en plus, l'horrible spectacle de l'injustice raciste ouvre les yeux sur la nécessité de balayer ce système d'exploitation et d'oppression pour construire une société socialiste de justice et de fraternité ? En fait, le seul moyen de « lutte contre le racisme » que connaisse LO, c'est de ne jamais avancer la moindre perspective de lutte, le moindre programme contre la ségrégation et la terreur raciste/fasciste. Il suffirait de « faire progresser les idées socialistes et communistes dans la classe ouvrière », ce qui en pratique revient à ressasser jusqu'à plus soif aux travailleurs « français » et immigrés qu'ils ne doivent pas se laisser diviser par le racisme, car ils sont « tous des travailleurs ».

Mais quiconque a réfléchi un tant soit peu à l'histoire, même récente, de la lutte des classes dans ce pays comprend que le poison raciste et chauvin constitue aujourd'hui le principal facteur de division d'un prolétariat largement multiethnique et aussi le fumier sur lequel prospèrent les nervis antiouvriers du Front national fasciste. De même, quiconque a jamais approché d'un peu près une usine automobile sait que la défaite des grèves des OS immigrés de 1982-83, trahies par les

bureaucraties réformistes (et notamment l'écrasement de la grève de Talbot par le gouvernement Mitterrand-Mauroy) pèse toujours d'un poids déterminant sur la conscience des ouvriers immigrés qui forment toujours une proportion considérable de ce secteur hautement stratégique. Par ailleurs, il est significatif que le gouvernement Mitterrand-Balladur, sonné par la victoire des grévistes d'Air France et à l'affût sur le terrain social, cherche à relancer son offensive réactionnaire globale grâce au consensus raciste et chauvin.

C'est une question vitale pour l'unité, l'intégrité et la capacité du prolétariat de lutter contre la bourgeoisie, et d'instaurer un gouvernement ouvrier. Il faut que le mouvement ouvrier inscrive bien haut sur son drapeau le combat contre toutes les discriminations racistes, pour des mobilisations ouvrières/immigrées contre la terreur raciste/fasciste, pour des groupes de défense ouvriers/immigrés des cités-ghettos, pour les pleins droits de citoyenneté pour les immigrés et leurs familles. C'est précisément la tâche irremplaçable du parti révolutionnaire : non pas s'agenouiller devant la conscience immédiate de couches arriérées de travailleurs (et finir, comme la direction de LO, par sombrer dans la campagne raciste de la bourgeoisie) - mais, comme insistait Lénine dans *Que faire ?*, introduire de l'extérieur la conscience communiste au prolétariat, lutter politiquement contre les divisions nationales et racistes et, par un combat inlassable et intransigeant sur le

programme communiste, hisser le prolétariat au niveau de ses tâches historiques.

## Construire le parti révolutionnaire tribun des opprimés

Pour Lénine, le parti ouvrier révolutionnaire, capable de conduire à la prise du pouvoir le prolétariat à la tête de tous les opprimés, devait être nécessairement « tribun du peuple ». Membre fondateur du communisme américain et plus tard dirigeant éminent de la Quatrième Internationale de Trotsky et de sa section américaine, James P. Cannon expliquait comment les leçons du bolchévisme russe avaient permis au communisme américain de rompre avec sa tradition d'indifférence aux oppressions spécifiques : « A ses débuts, le mouvement socialiste duquel le Parti communiste est issu n'avait jamais reconnu aucune nécessité d'un programme spécial sur la question noire. Celle-ci était considérée purement et simplement comme un problème économique, faisant partie de la lutte entre les ouvriers et les capitalistes; rien ne pouvait être fait concernant les problèmes spéciaux de discrimination et d'inégalité avant l'avènement du socialisme [...]. La différence - et c'est une différence profonde - entre le Parti communiste des années 1920 et ses ancêtres socialistes et radicaux, fut déclarée par sa rupture avec cette tradition. Les premiers communistes américains, sous l'influence et la pression des Russes au sein du Comintern, apprenaient lentement et péniblement à changer leur attitude; à assimiler la nouvelle théorie de la question noire comme une ques-

tion spéciale de citoyens de deuxième classe doublement exploités, question qui nécessitait un programme de revendications spéciales faisant partie intégrante du programme d'ensemble - et à commencer à faire quelque chose à ce propos » (« La Révolution russe et la lutte pour la libération des Noirs aux USA », reproduit dans le Bolchévik n° 116, janvier-février 1992).

Ce programme et cette tradition vivent aujourd'hui dans le combat de la Ligue communiste internationale. La mobilisation ouvrière/noire que nos camarades américains de la Spartacist League ont travaillé à construire pour stopper une provocation du Ku Klux Klan à Springfield, Illinois (lire notre article en dernière page), fournit le plus récent exemple de ce que doit être l'action d'une avant-garde authentiquement communiste pour lutter contre la terreur raciste et fasciste.

Aux jeunes militants et sympathisants de LO qui ont pu être attirés par les prétentions de cette organisation à incarner la continuité du communisme, nous demandons de se poser (et de poser à leurs « recruteurs ») une simple question: LO a-t-elle jamais cherché à organiser une telle action, peut-elle même seulement envisager de le faire ? Nous disons à ces jeunes que leur place n'est pas dans LO mais dans le parti ouvrier révolutionnaire, multiethnique, que nous devons travailler à construire ensemble. Nous avons un monde à gagner. Rejoignez-nous !

d'un pouvoir de fait des masses, opposé au pouvoir légal du capital. Pour la réalisation d'une dualité de pouvoir, un parti révolutionnaire de masse n'est pas indispensable. »

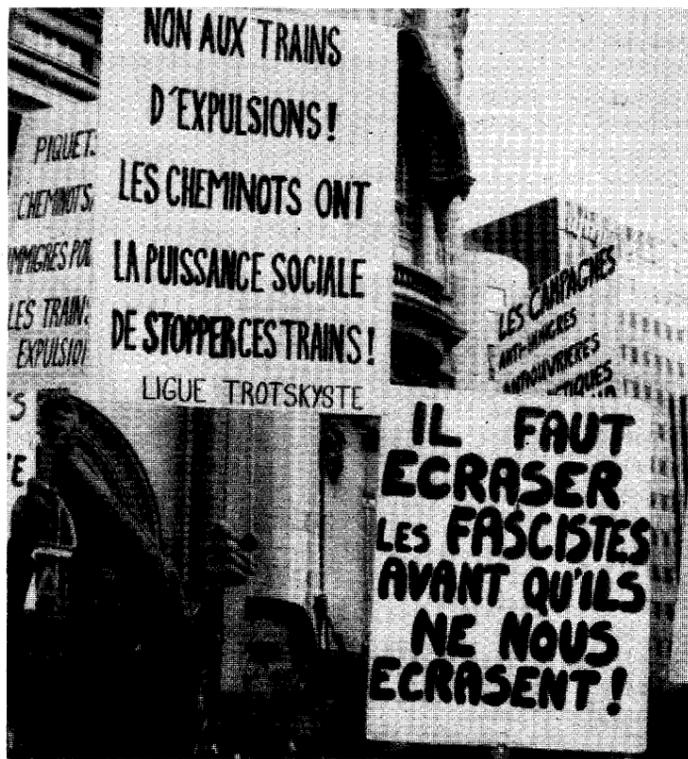
Pour Trotsky, « la tâche stratégique de la Quatrième Internationale ne consiste pas à réformer le capitalisme, mais à le renverser ». Mandel, au contraire, argumentait non pour un programme conduisant à la conquête du pouvoir par le prolétariat mais pour une série de « réformes de structure ». Et le double pouvoir (une épreuve de force entre un Etat bourgeois fragilisé et une classe ouvrière insurgée) ne peut pas être un objectif programmatique - une balle perchée en équilibre sur la pointe d'un cône tombera d'un côté ou de l'autre ; elle finira par tomber. Le double pouvoir soit deviendra le « pouvoir légal du Travail » (c'est-à-dire la domination du prolétariat en armes et la répression de l'ancienne classe exploiteuse), soit cédera le pas à la contre-révolution.

En tronquant le programme révolutionnaire pour qu'il devienne l'« aile gauche du possible », Mandel nie le rôle du parti révolutionnaire. Déjà, à l'apogée de la grève générale foudroyante qui paralysa la Belgique pendant trois semaines, entre décembre 1960 et janvier 1961, Mandel avait comme principal titre de son journal *la Gauche* l'appel à des « réformes de structure ». Lesdites réformes comprenaient des nationalisations sélectives, des travaux publics, la planification de l'économie capitaliste et une réforme fiscale, tout ceci devant être proposé au Parlement belge par le Parti socialiste. Le plan Mandel de 1961 est à l'évidence la préfiguration du plan Krivine de 1993.

Au lieu de lutter pour une avant-garde révolutionnaire indépendante, Mandel se mettait à la remorque du bureaucrate syndical Renard, champion de la phrase de gauche. Le 1<sup>er</sup> janvier 1961, *la Gauche* titrait en rouge : « Organisons la marche sur Bruxelles ». Mais quand Renard eut refusé cet appel, Mandel effectua une brusque volte-face et, six jours plus tard, *la Gauche* déclarait : « Toute marche qui voudrait se concentrer sur un seul jour et se heurter à [la] concentration de forces répressives serait naturellement une folie. » La semaine suivante, l'organe mandélien ajoutait : « Il nous est reproché d'avoir

lancé le mot d'ordre de marche sur Bruxelles [...]. Comme nous constatons que cette revendication n'a pas été reprise par les dirigeants, nous nous inclinons, mais nous rappelons qu'au moment où notre annonce de la semaine passée a paru, aucune indication n'était encore connue à ce sujet. » Admettre comme le faisait Mandel que ses revendications étaient déter-

minées par les bureaucrates constitue de sa part une déclaration directe de banqueroute politique.



La Ligue trotskyste dans le rassemblement du 12 juillet dernier, à Paris, contre les expulsions-déportations d'immigrés par trains: un programme pour mobiliser la puissance de la classe ouvrière

en intervenant dans la lutte des classes pour forger le parti révolutionnaire.

Ces dernières années, il est clair que le mouvement ouvrier a encaissé les coups de massue d'une offensive capitaliste qui a laissé derrière elle des grèves brisées, des syndicats décimés et beaucoup de désorientation. Dans une autre période de crise capitaliste et de reculs du prolétariat, l'Internationale communiste de Lénine, en décembre 1921, avait appelé

en intervenant dans la lutte des classes pour forger le parti révolutionnaire.

Ces dernières années, il est clair que le mouvement ouvrier a encaissé les coups de massue d'une offensive capitaliste qui a laissé derrière elle des grèves brisées, des syndicats décimés et beaucoup de désorientation. Dans une autre période de crise capitaliste et de reculs du prolétariat, l'Internationale communiste de Lénine, en décembre 1921, avait appelé

au front unique ouvrier, en expliquant que « la crise économique mondiale s'aggrave. Le chômage s'accroît. Dans presque tous les pays, le Capital international a déclenché contre la classe ouvrière une offensive systématique, dont le but avoué est tout d'abord de réduire les salaires et d'avilir les conditions d'existence des travailleurs. » La « Thèse sur la tactique », adoptée quelques mois plus tôt par le III<sup>e</sup> congrès de l'Internationale communiste, déclarait : « Les partis communistes doivent prendre en considération non pas les capacités d'existence et de concurrence de l'industrie capitaliste, non pas la force de résistance des finances capitalistes, mais l'étendue de la misère que le prolétariat ne peut pas et ne doit pas supporter. Si ces revendications répondent aux besoins vitaux des larges masses prolétariennes, si ces masses sont pénétrées du sentiment que sans la réalisation de ces revendications leur existence est impossible, alors la lutte pour ces revendications deviendra le point de départ de la lutte pour le pouvoir. A la place du programme minimum des réformistes et des centristes, l'Internationale communiste met la lutte pour les besoins concrets du prolétariat, pour un système de revendications qui dans leur ensemble démolissent la puissance de la bourgeoisie, organisent le prolétariat et constituent les étapes de la lutte pour la dictature prolétarienne et dont chacune en particulier donne son expression à un besoin des larges masses, même si ces masses ne se placent pas encore consciemment sur le terrain de la dictature du prolétariat. » Cela préfigurait le Programme de transition de la Quatrième Internationale.

Aujourd'hui, il n'existe pas d'Internationale léniniste de masse. La tâche centrale qui incombe aux révolutionnaires, par la propagande et l'intervention dans la lutte des classes, est de reformer une Quatrième Internationale trotskyste, parti mondial de la révolution socialiste.

-Traduit de Workers Vanguard n° 591- 592

## POUR CONTACTER LA LTF

Paris  
Le Bolchévik  
BP 135-10  
75463 Paris Cedex 10  
Tél: 42 08 01 49

Rouen  
Spartacist  
BP 240  
76003 Rouen Cedex  
Tél: 35 73 74 47

Lyon  
Spartacist  
BP 7104  
69353 Lyon Cedex 07

## USA: mobilisation contre le Ku Klux Klan

Aidé, encouragé et protégé par une présence policière massive, le Ku Klux Klan s'est livré, le week-end des 15 et 16 janvier, à des provocations racistes dans huit capitales d'Etats américains à l'occasion de la Journée Martin Luther King. A Springfield, dans l'Illinois, la bataille contre ces provocations a pris la forme d'une lutte pour mobiliser la puissance sociale du mouvement ouvrier organisé et de la communauté noire. Cette mobilisation s'est heurtée à une réaction hystérique du gouvernement et d'autres forces, dont la bureaucratie syndicale de l'AFL-CIO, qui ont cherché à saboter toute riposte efficace aux terroristes fascistes.

Dimanche 16 janvier, quelque 500 manifestants ont bravé des températures arctiques et une effroyable tempête de neige pour s'opposer à une provocation contre la Journée Martin Luther King. Cette action significative a été le résultat des efforts du Partisan Defense Committee (PDC), l'organisation de défense légale et sociale associée à nos camarades

de la Spartacist League. Alors que la campagne de mobilisation battait son plein, le PDC a été contraint d'engager une action en justice contre une décision du secrétaire d'Etat (ministre de l'Intérieur) de l'Illinois, George Ryan, qui entendait annuler l'autorisation qui avait déjà été accordée au PDC de manifester près du lieu où devait se tenir la provocation du Ku Klux Klan.

L'appel «*Soyez tous présents pour stopper le Ku Klux Klan*» a trouvé un écho dans de larges secteurs de la population, des usines aux ghettos et aux campus. Plus de 100 000 tracts ont été distribués. Le 16 janvier à Springfield, ce qui prédominait c'était une mobilisation centrée sur les syndicats, pour défendre les Noirs et toutes les victimes désignées de la terreur du Ku Klux Klan. «*Ceux d'entre nous qui sont ici sont le noyau dur du syndicat. Nous sommes le noyau dur de ce mouvement*», déclara John Hill, secrétaire-trésorier adjoint de la section locale 308 de l'Amalgamated Transit

Union (syndicat des transports en commun) de Chicago.

Cette manifestation représentait un large éventail social et politique, uni dans le combat contre le Ku Klux Klan - Noirs et syndicalistes de Springfield mais aussi de Chicago et Saint-Louis, délégations d'étudiants de Chicago et de l'université de l'Illinois à Champaign-Urbana, juifs, catholiques, homosexuels et militants de gauche. Le travail des ouvriers des transports de Chicago dans les sections locales 241 et 308 de l'ATU a été crucial. Ils ont amené des travailleurs des réseaux de bus et de trains, ethniquement intégrés, hommes et femmes, qui ont constitué l'épine dorsale du service d'ordre, formé de syndicalistes, qui a fait en sorte que la manifestation soit combative, disciplinée et démocratique.

La manifestation était soutenue par les présidents de sections syndicales comptant dans leurs rangs une forte proportion de Noirs et représentant des dizaines de milliers de travailleurs de Chicago et de

sa région, ainsi que par les fédérations régionales de l'United Auto Workers (syndicat de l'automobile), de l'United Electrical Workers (syndicat des électriciens) et de l'United Rubber Workers (syndicat des ouvriers du caoutchouc). Des représentants de la section locale 73 du Service Employees International Union (syndicat des services) soutenaient la manifestation. De même que des syndicalistes d'Italie, de Grande-Bretagne et du Japon, ainsi que des organisations antiracistes et démocratiques - dont, en France, le Comité de défense des libertés et des droits de l'Homme en France et dans le monde, présidé par Georges Marchais. (Le MRAP avait, de son côté, envoyé une lettre de protestation à l'ambassadeur des USA en France.)

Face à ce rassemblement multiracial déterminé à stopper les apologistes de la haine raciale, le secrétaire d'Etat Ryan déploya les unités spéciales de sa police pour mettre le Ku Klux Klan à l'abri en

Suite page 9

## Mitterrand-Balladur-Pasqua, bas les pattes devant les Kurdes !

Nous reproduisons ci-après la déclaration, datée du 30 novembre 1993, du Comité de défense sociale (CDDS) publiée à la suite de la chasse antikurde déclenchée par le gouvernement Mitterrand-Balladur. (Le CDDS est une organisation de défense légale et sociale, non sectaire, se basant sur la lutte de classe et prenant fait et cause pour les intérêts de tous les travailleurs, un objectif en accord avec les conceptions politiques de la Ligue trotskyste.) L'appel du CDDS a été diffusé par tracts notamment à Paris lors de la manifestation du 2 décembre « en solidarité avec le peuple kurde » qui a rassemblé quelques dizaines de milliers de personnes, en grande majorité des Kurdes mais aussi plusieurs centaines de Turcs. Lors de cette manifestation, nous avons aussi diffusé la déclaration en turc faite par l'organisation-sœur du CDDS en Allemagne, le Komitee für soziale Verteidigung, appelant à des mobilisations basées sur la classe ouvrière contre les mesures antikurdes prises également par « le IVe Reich "parrain" du génocide des Kurdes » et contre la « chasse aux sorcières raciste déclenchée dans toute l'Europe ».

Deux semaines après la rafle « anti-intégriste » (que nous condamnons) perpétrée dans l'immigration maghrébine, le gouvernement Mitterrand-Balladur - dans la plus pure tradition vichyste - a commis une nouvelle rafle raciste, toujours au nom de la « sécurité de l'Etat », dans l'immigration kurde. Le 18 novembre, 111 femmes et hommes, présumés liés au PKK (un mouvement nationaliste kurde de Turquie), ont été arrêtés au petit matin, brutalisés, emmenés menottes aux poings. 24 ont été déferés au Parquet. Au moins un d'entre eux est inculpé pour « association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste »: une loi scélérate qui permet de condamner quelqu'un pour « association » sans même examiner les faits soi-disant « criminels ». Ils risquent aussi d'être inculpés d'« extorsion de fonds ». Pèse aussi sur eux la menace d'une extradition vers la Turquie, qui serait synonyme de torture et de

mort. (Rappelons que Mitterrand et ses gouvernements, de droite comme « de gauche », ont livré en masse les nationalistes basques, réfugiés en France, à la répression de l'Etat espagnol. Déjà, il y a deux semaines, le gouvernement a expulsé en Turquie un demandeur d'asile kurde, immédiatement arrêté à son arrivée à Istanbul.) Et, ce matin [30 novembre 1993], il vient d'interdire deux associations kurdes, le Comité du Kurdistan et la Fédération des associations culturelles des travailleurs patriotes du Kurdistan en France (Yekkom Kurdistan).

La communauté kurde s'est mobilisée en défense des siens - mais chacune de ses manifestations a été interdite et dispersée à coups de matraque par Pasqua. Samedi 20 [novembre], plus de 130 Kurdes étaient interpellés devant le Palais de « Justice », à Paris. Deux jours après, 115, dont des femmes et des enfants, étaient arrêtés à Paris, place de la République. Les Kurdes ne doivent pas rester seuls face à la terreur de l'Etat bourgeois français ! L'attaque lancée par le gouvernement contre le PKK et les organisations kurdes est une attaque contre tous les immigrés et contre toute la classe ouvrière. Après avoir piteusement battu en retraite à Air France devant la puissance ouvrière, le gouvernement, ébranlé, cherche à reprendre son offensive réactionnaire au moyen de ses campagnes racistes « antiterroristes ». Particulièrement aujourd'hui où les travailleurs se mobilisent massivement contre la politique de régression sociale du gouvernement, le mouvement ouvrier doit stopper dès maintenant ces attaques antikurdes.

En Allemagne aussi, les Kurdes sont sous les coups de la terreur du IV<sup>e</sup> Reich, qui vient d'interdire le PKK et 35 autres organisations kurdes. En France comme en Allemagne, la classe ouvrière, avec ses composantes turque, kurde, maghrébine et africaine noire, doit unir ses rangs dans un combat internationaliste. Elle doit mobiliser sa puissance pour empêcher toute extradition et pour arracher la libération immédiate de tous les Kurdes em-

prisonnés et la levée totale des inculpations et de la dissolution des organisations kurdes ! A bas la loi scélérate sur l'« association de malfaiteurs » ! A bas la « for-

les mesures prises par le gouvernement français contre le PKK, souhaitant même qu'elles « servent d'exemple à d'autres pays ». Il y a environ trois semaines, le



Cortège de la Ligue trotskyste dans la manifestation du 2 décembre, à Paris.

teresse Europe » ! Défense du droit d'asile ! Pleins droits de citoyenneté pour les immigrés et leur famille ! Mobilisations ouvrières/immigrées contre la terreur et la ségrégation racistes !

La « lutte antiterroriste », qui préside à ces attaques, est un mot de code pour la terreur raciste d'Etat. Les vrais terroristes, ce sont les Mitterrand, Balladur et autres serviteurs de l'impérialisme français. Ce sont eux qui, avec leur arsenal législatif et juridique raciste et avec leurs flics, terrorisent quotidiennement les immigrés et leurs enfants. Tout comme hier ils ont tenté d'écraser sous un déluge de feu et de sang la lutte victorieuse des peuples indochinois et algérien. Ce sont eux qui, avec les USA et autres impérialistes, ont écrasé sous les bombes le peuple irakien et qui aujourd'hui massacrent en Somalie. Leur « nouvel ordre mondial », qui se dresse sur le cadavre de l'Etat ouvrier dégénéré soviétique, montre son vrai visage: l'écrasement sous leurs bottes de tous les peuples.

Les bourreaux au pouvoir à Ankara ont accueilli avec « grande satisfaction »

le gouvernement turc a déclenché une nouvelle offensive d'envergure contre le peuple kurde, brûlant et rasant des villes et villages, tuant et déportant leurs habitants. Grand fournisseur de matériel militaire à la Turquie (Léotard vient dernièrement, en octobre, de lui placer 20 hélicoptères de combat), l'impérialisme français prétend toujours jouer un rôle de « puissance » dans cette région du monde où il est dans une âpre compétition avec les impérialistes allemands, britanniques et américains. Et il apporte sa contribution sanglante à Ankara pour écraser le peuple kurde en lutte contre l'horrible oppression qu'il subit aussi bien du régime turc que des régimes irakien, syrien et iranien. Mitterrand, Kohl, Clinton : bas les pattes devant le Moyen-Orient !

Contre les impérialistes et leurs satrapes locaux, la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste) - dont la Ligue trotskyste est la section française - soutient de façon conséquente le droit du peuple kurde à l'autodétermination et appelle à une république socialiste du Kurdistan unifié. ■